

ANNONCE

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 1^{er} février 2026 / 14 chaabane 1447 - N° 4012 - 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le défunt **CHERRHAL ABDELMAJID "ANTAR"**

www.dknews.dz

e-mail: contact@dknews.dz

SÉGOLÈNE ROYAL À ALGER

Une médiation assumée pour sortir la relation algéro-française de l'impasse

P. 24

ENTRE INNOVATION ET COOPÉRATION AFRICAINE

L'Algérie renforce son partenariat avec l'ONU pour propulser l'entrepreneuriat et les start-up

P. 7

ALGÉRIE - CHINE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha suit l'opération de lancement du deuxième satellite Alsat-3B (MDN)

P. 17

ALGERIE - FRANCE

À Lyon, la diaspora algérienne affirme son unité et son attachement à l'Algérie

La ville de Lyon a accueilli, le 31 janvier, la troisième rencontre nationale du Mouvement Dynamique des Algériens en France (Moudaf), un rendez-vous placé sous le signe de l'unité et de la cohésion, dans un contexte marqué par des tensions et des attaques visant la communauté algérienne établie en France. Organisée à l'hôtel Marriott de la Cité Internationale, cette rencontre s'est déroulée sous le slogan évocateur : « Unis pour une Algérie indivisible ». Réunissant près de 250 participants venus de l'ensemble du territoire français, l'événement a rassemblé une diversité de profils représentatifs de la communauté algérienne : salariés, commerçants, chefs d'entreprise, professions libérales, universitaires, élus locaux et acteurs associatifs engagés dans le lien social et citoyen. P. 3



LE "MADE IN DZ" À L'HONNEUR

Alger accueille le salon des marques internationales produites en Algérie

P. 6

TRAVAUX PUBLICS

L'Algérie affine sa stratégie d'infrastructures pour la période 2026-2028

P. 4

CAMPAGNE MÉDIATIQUE HOSTILE À L'ALGÉRIE

Rachida Dati au cœur de révélations qui ébranlent les médias publics français

P. 3

SANTÉ

HYPERTENSION

Trop faire chuter la pression ne serait pas sans risque

Pp 12-13

FOOTBALL

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (4^È JOURNÉE)

L'USMA à une victoire des quarts de finale, le CRB en quête de confirmation

P. 22



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

Ouverture des candidatures pour le Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi 2026

P. 16

MÉTÉO

Vents violents : 62 interventions menées ces dernières 24 heures (Protection civile)

P. 2

MÉTÉO

Vents violents : 62 interventions menées ces dernières 24 heures (Protection civile)



Les services de la Protection civile ont mené 62 interventions au cours des dernières 24 heures suite aux intempéries, notamment les vents violents enregistrés dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué samedi le sous-directeur de l'information et des statistiques à la Direction générale de la Protection civile, le Commandant Nassim Bernaoui.

Dans une déclaration à l'APS, le Commandant Bernaoui a précisé qu'au cours des dernières 24 heures, 62 interventions ont été menées à la suite de la chute d'arbres, de poteaux et de lignes électriques, ainsi que d'effondrements partiels enregistrés au niveau de 35 wilayas touchées par des vents violents.

Durant cette période, un enfant de 12 ans est décédé suite à l'effondrement du mur d'une bâtisse en construction dans la wilaya d'Oran, a-t-il ajouté.

Et de préciser que, depuis l'émission de l'alerte aux vents violents, le 27 janvier, les services de la Protection civile ont mené 592 interventions à la suite de la chute d'arbres, de poteaux, de lignes électriques et de panneaux publicitaires et de signalisation, faisant état de 19 blessés dans les wilayas d'Alger, de Mostaganem, de Chlef, d'Oran, de Blida, de Skikda, de Guelma et de Boumerdes.

Dans ce contexte, le Commandant Bernaoui a insisté sur la nécessité de respecter les consignes de prudence liées aux intempéries et de suivre les mesures préventives pour éviter tout accident.

RAMADAN 2026

EMS Champion Post Algérie lance l'offre promotionnelle "Rihet L'Bled"

EMS Champion Post Algérie a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement d'une offre promotionnelle intitulée "Rihet L'Bled", spécialement dédiée au mois de Ramadan 2026, afin de faciliter les envois de colis internationaux pour ses clients.

Cette initiative, devenue une tradition pour l'entreprise, vise à accompagner les citoyens durant cette période de partage en leur permettant d'envoyer des produits du terroir à leurs proches à l'étranger à des tarifs préférentiels. L'offre promotionnelle consiste en la gratuité de 2 kg pour tout envoi international dont le poids se situe entre 4 kg et 10 kg, précise le communiqué.

La promotion cible particulièrement les produits alimentaires et artisanaux algériens, tels que les gâteaux traditionnels, le frik, les dattes, les épices et autres saveurs locales emblématiques du mois sacré. Toutefois, l'entreprise souligne que les liquides et les sauces sont exclus de cette offre, conformément aux réglementations de sécurité du transport aérien.

Les expéditions couvrent 176 pays avec des délais de livraison performants allant de 48h à 72h pour les pays arabes et l'Europe, et de 72h à 96h pour le reste du monde (Amérique du Nord, Asie et Afrique). Le service EMS express est disponible à travers un vaste réseau couvrant toutes les wilayas du pays, incluant 92 agences spécialisées et 300 guichets d'Algérie Poste, conclut la même source.

CLIN D'ŒIL

ACCIDENTS DE LA ROUTE 2 morts et 131 blessés en 24 heures (Protection civile)



Deux (2) personnes ont trouvé la mort et 131 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile.

"Durant la période du 30 au 31 janvier 2026, la Protection civile a enregistré 120 interventions, suite à plusieurs accidents de la circulation à travers plusieurs wilayas, ayant causé le décès de 2 personnes et des blessures à 131 autres", précise la même source.

Par ailleurs, une personne âgée de 29 ans est décédée intoxiquée, suite à l'inhalation du monoxyde de carbone, émanant d'un réchaud à gaz, au niveau de la commune d'El Mechira, dans la wilaya de Mila.

Les services de la Protection civile sont, également, intervenus pour prodiguer les premiers secours à 10 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-eaux à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas d'Annaba, El Bayadh et Bechar.

Les éléments de la Protection civile ont, d'autre part, procédé à l'extinction de 4 incendies urbains et divers à travers les wilayas de Saïda, Tiaret, Boumerdes et Illizi et prodigué des soins de première urgence à 3 personnes blessées, suite à l'explosion d'une bouteille de gaz dans une habitation de la cité d'Ouled Malek, dans la commune de Ben Azouz (wilaya de Skikda).

Tissemsilt: 14 blessés dans un accident de la route (Protection civile)

Quatorze personnes (14) ont été blessées à des degrés différents de gravité dans un accident de la route survenu, samedi, dans la région d'El-Ouatouat, dans la wilaya de Tissemsilt, a indiqué la Direction de la Protection civile de la wilaya.

Le chef de la cellule de l'information et de la communication, le lieutenant Benomar Sidi Ali, a souligné que l'accident a consisté en une collision entre un autobus de transport de voyageurs et un camion de gros tonnage, survenue au niveau de la route de contournement reliant le carrefour de la région d'El-Ouatouat (wilaya de Tissemsilt) à la commune de Hamadia, relevant de la wilaya de Tiaret.

Le même responsable a ajouté que les quatorze blessés (cinq femmes et neuf hommes) sont âgés entre 11 et 70 ans. Il a souligné que les services de la Protection civile sont intervenus immédiatement après l'accident, assurant les premiers secours aux victimes avant leur évacuation vers le service des urgences de l'hôpital public de la ville de Tissemsilt, afin de recevoir les soins nécessaires.

BMS

Chutes de neige sur six wilayas du Centre et de l'Est du pays

Des chutes de neige affecteront les reliefs dépassant les 1200 mètres d'altitude dans six wilayas du Centre et de l'Est du pays, samedi et dimanche, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis vendredi par l'Office national de météorologie.

Placé en vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Blida, Bouira, Tizi Ouzou, Béjaïa, Sétif et Bordj Bou Arreridj, de samedi à 09h00 à dimanche à 03h00, l'épaisseur de la neige prévue est entre 05 et 10 cm, précise la même source.

Horaire des prières



Fajr : 06h22

Dohr : 13h01

Asr : 15h50

Maghreb : 18h11

Isha : 19h35

MÉTÉO

Alger	: 15°	09°
Oran	: 19°	11°
Annaba	: 15°	09°
Béjaïa	: 13°	08°
Tamanrasset	: 28°	13°

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Tipasa : arrestation d'un dangereux criminel recherché pour sept affaires



Un dangereux criminel recherché par la justice pour sept affaires, a été arrêté samedi à Ahmer El Aïn (Tipasa), par les services de la police judiciaire, a indiqué un communiqué de la sûreté de wilaya.

Selon le communiqué, la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) d'Ahmer El Aïn (Tipasa) est parvenue, sur la base d'informations obtenues à l'issue d'enquêtes de terrain, à arrêter un dangereux criminel faisant l'objet de sept mandats d'arrêt pour des affaires graves.

Il s'agit notamment d'affaires liées au "trafic d'êtres humains", "trafic de stupéfiants", "coups et blessures volontaires avec usage d'arme blanche", ainsi qu'à l'appartenance à un groupe criminel et au port d'une arme à feu sans autorisation", a précisé la même source.

Après de larges investigations, les éléments de la BMPJ ont réussi à localiser le suspect, avant son arrestation, puis sa présentation devant les instances judiciaires compétentes, selon le même communiqué.

BLIDA

Perturbations dans la distribution de l'eau potable dans 5 communes



Cinq (5) communes de la wilaya de Blida enregistrent, à partir de samedi, des perturbations dans l'alimentation en eau potable (AEP), a indiqué un communiqué de l'unité de Blida l'Algérienne des eaux (ADE).

Le communiqué a ajouté que ces perturbations dans l'AEP dues aux coupures répétées de l'alimentation électrique au niveau des installations de production, concernent plusieurs quartiers des communes de Bouinan, Boufarik, Beni Mered, Ouled Slama et Meftah.

Le programme habituel de distribution d'eau sera rétabli dès la stabilisation du courant électrique et l'achèvement de l'opération de remplissage des réservoirs d'eau, a précisé le communiqué, soulignant que toutes les équipes techniques ont été mobilisées pour remédier au déficit enregistré dans les plus brefs délais possibles.

CAMPAGNE MÉDIATIQUE HOSTILE À L'ALGÉRIE

Rachida Dati au cœur de révélations qui ébranlent les médias publics français

Une nouvelle affaire médiatique vient raviver les interrogations sur le traitement de l'Algérie dans certains cercles politiques et audiovisuels français. Des révélations relayées par plusieurs sources concordantes mettent en cause la ministre française de la Culture, Rachida Dati, dans ce qui est présenté comme une campagne médiatique hostile visant l'Algérie, à travers l'utilisation de médias publics français pour diffuser des contenus controversés.

Par Abed MEGHIT

Cette affaire, jugée sérieuse par de nombreux observateurs, soulève des questions majeures sur l'indépendance éditoriale du service public audiovisuel en France et sur les dérives possibles liées à son instrumentalisation politique.

Selon un dossier journalistique diffusé par la Télévision algérienne, sous le titre « France – Médias et propagande », la ministre française figurerait parmi les acteurs ayant pesé directement dans la diffusion d'un programme controversé sur la chaîne publique France 2, contenant des allégations jugées infondées et orientées contre l'Algérie.

Ce travail médiatique met en avant une implication assumée de Rachida Dati dans l'orientation de ce contenu, présenté comme hostile et en parfaite cohérence avec ses prises de position personnelles.

Pour les auteurs de ce dossier, il ne s'agit nullement d'un simple dérapage rédactionnel, mais d'une démarche structurée s'inscrivant dans une stratégie de communication ciblée à l'encontre d'un État souverain.

Les sources évoquent un véritable « scandale médiatique », estimant que cette affaire pourrait durablement porter atteinte à la crédibilité des médias publics français, censés garantir neutralité, rigueur professionnelle et respect strict des règles déontologiques.

Le document souligne que la ministre française aurait mis à profit sa position institutionnelle pour influencer sur la ligne éditoriale d'un média public, dans le but de servir un agenda politique personnel, en contradiction flagrante avec les principes d'indépendance et d'éthique qui fondent le service public audiovisuel.

Dans un registre particulièrement critique, cette analyse approfondie décrit Rachida Dati comme porteuse de ressentiments politiques persistants, hérités, selon les mêmes sources, de cercles opposés à toute relation apaisée entre Alger et Paris. Cette hostilité se traduirait



par un discours médiatique biaisé, cherchant à façonner une image négative de l'Algérie auprès de l'opinion publique française et internationale.

Une posture jugée incompatible avec les exigences de respect mutuel et de dialogue responsable entre deux pays liés par une histoire complexe et des intérêts stratégiques partagés.

Le document rappelle également le parcours controversé de la ministre française, marqué par des affaires judiciaires et des polémiques répétées qui ont, au fil des années, fragilisé son image publique en France.

Selon cette lecture médiatique, ce passif pèserait lourdement sur sa crédibilité et expliquerait en partie une attitude jugée agressive à l'égard de l'Algérie, perçue comme une tentative de détournement de l'attention et de repositionnement politique.

Une stratégie qui, loin de renforcer sa stature institutionnelle, contribuerait à exposer davantage les fragilités du pay-

sage médiatique et politique français.

Par ailleurs, le dossier évoque une convergence troublante entre certaines positions attribuées à Rachida Dati et celles de courants de l'extrême droite française, lesquels persisteraient à la présenter comme une figure centrale dans une dynamique visant à freiner toute normalisation durable des relations algéro-françaises.

Cette proximité idéologique supposée alimente les soupçons d'une instrumentalisation du dossier algérien à des fins de calculs politiques internes, dans un contexte français marqué par des tensions et des reconstitutions partisans.

Les prises de position publiques de personnalités françaises, à l'image de Ségolène Royal, présidente de l'Association France-Algérie, ainsi que les analyses de l'historien Benjamin Stora, sont citées comme des éléments venant conforter l'existence de stratégies médiatiques coordonnées, mises en œuvre par certains cercles politiques pour in-

fluencer négativement la perception de l'Algérie. Ces voix mettent en garde contre les conséquences de telles pratiques, susceptibles de compromettre les efforts de dialogue, de reconnaissance mémorielle et de coopération entre les deux pays.

Face à ce qui est perçu comme des manœuvres hostiles, l'Algérie affirme sa volonté de répondre avec responsabilité, retenue et sens de l'État.

Les autorités algériennes entendent dépasser les attaques personnelles et les discours de stigmatisation, en privilégiant une approche institutionnelle fondée sur le respect du droit international, la défense de la souveraineté nationale et la promotion d'un discours de vérité.

Dans ce climat tendu, cette affaire apparaît comme un révélateur des dérives possibles lorsque des médias publics deviennent des instruments politiques, au détriment de l'éthique journalistique, de la crédibilité institutionnelle et de la stabilité des relations internationales.

ALGERIE - FRANCE

À Lyon, la diaspora algérienne affirme son unité et son attachement à l'Algérie

Par Abed MEGHIT

La ville de Lyon a accueilli, le 31 janvier, la troisième rencontre nationale du Mouvement Dynamique des Algériens en France (Moudaf), un rendez-vous placé sous le signe de l'unité et de la cohésion, dans un contexte marqué par des tensions et des attaques visant la communauté algérienne établie en France.

Organisée à l'hôtel Marriott de la Cité Internationale, cette rencontre s'est déroulée sous le slogan évocateur : « Unis pour une Algérie indivisible ».

Réunissant près de 250 participants venus de l'ensemble du territoire français, l'événement a rassemblé une diversité de profils représentatifs de la communauté algérienne : salariés, commerçants, chefs d'entreprise, professions libérales, universitaires, élus locaux et acteurs associatifs engagés dans le lien social et citoyen.

Cette diversité socioprofessionnelle illustre la richesse humaine et l'ancrage profond de la diaspora algérienne dans la société française. Selon les organisa-



teurs, cette initiative répond à un besoin croissant de dialogue et de rassemblement, face à un climat de stigmatisation et de discours hostiles.

Le Moudaf entend, à travers cette rencontre, offrir un espace structuré de réflexion collective, visant à renforcer les repères communs et à réaffirmer l'atta-

chement indéfectible à l'unité nationale et à la souveraineté de l'Algérie.

Les échanges ont mis en lumière l'importance de la mémoire collective, de l'histoire nationale et de la transmission intergénérationnelle comme fondements essentiels de la cohésion communautaire. Dans un communiqué, le

Moudaf a souligné que le dialogue, le respect mutuel et la solidarité constituent des leviers indispensables pour préserver l'unité de la communauté algérienne et faire face aux défis contemporains.

Cette troisième édition s'inscrit dans une dynamique de consolidation du rôle citoyen de la diaspora algérienne.

Les participants ont insisté sur leur responsabilité dans la défense des valeurs d'unité, de dignité et de respect, tout en rappelant leur contribution historique, économique et sociale, tant en France qu'en Algérie.

Au-delà du rassemblement symbolique, la rencontre de Lyon se veut un message clair adressé aux générations présentes et futures : celui d'une communauté consciente de son poids, attachée à ses racines et résolument engagée en faveur d'une Algérie unie, souveraine et indivisible.

À travers cette mobilisation, le Moudaf réaffirme son ambition de renforcer le lien entre la diaspora et la patrie, dans une perspective d'avenir partagé et de responsabilité collective.

HABITAT - AADL 3 Le crédit de la BDL confirme l'engouement pour l'accès au logement

Le lancement du nouveau crédit bancaire destiné aux souscripteurs du programme AADL 3 marque une étape significative dans l'accompagnement financier des citoyens algériens vers l'accès au logement.

La Banque de Développement Local (BDL) enregistre, depuis la mise en place de ce produit, un afflux soutenu de demandes, dépassant les vingt dossiers par jour à travers ses différentes agences.

Le directeur général de la BDL, Mohamed Mebarek, a souligné le succès remarquable de cette formule de financement, conçue pour permettre aux bénéficiaires du programme location-vente de couvrir leur apport personnel.

Cet engouement, au-delà des prévisions initiales, traduit la pertinence du dispositif et la forte demande en solutions financières adaptées aux réalités sociales des ménages algériens.

Selon le premier responsable de la banque, cette dynamique confirme le rôle de la BDL en tant qu'institution financière citoyenne, engagée dans le soutien des politiques publiques de logement.

Le crédit AADL 3 s'inscrit ainsi dans une stratégie globale visant à faciliter l'accès à la propriété, tout en renforçant l'inclusion financière.

Parallèlement, Mohamed Mebarek a mis en avant le développement continu de la finance islamique au sein de la BDL.

La banque propose désormais une gamme élargie de produits conformes à la finance participative, incluant le financement de véhicules, lorsqu'ils sont disponibles, d'équipements et des solutions d'épargne destinées à capter la masse monétaire circulant hors des circuits bancaires officiels.

Sur le plan des perspectives financières, la BDL affiche des ambitions solides pour l'année en cours.

Le chiffre d'affaires prévisionnel devrait dépasser les 110 milliards de dinars, enregistrant une progression estimée entre 10 et 15 % par rapport à l'exercice 2025. Cette croissance repose sur un plan de développement axé sur la diversification de l'offre bancaire et le renforcement des financements dédiés à la consommation et au logement.

Dans un contexte marqué par des défis économiques et sociaux persistants, le succès du crédit AADL 3 illustre l'importance d'une politique bancaire proactive et adaptée aux besoins des citoyens.

À travers ce dispositif, la BDL contribue non seulement à la concrétisation de projets de vie pour des milliers de familles, mais aussi à la dynamisation du secteur du logement, pilier essentiel du développement économique et social du pays.

A. Meghit

TRAVAUX PUBLICS L'Algérie affine sa stratégie d'infrastructures pour la période 2026-2028

Le secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base s'engage résolument dans une nouvelle phase de planification et de structuration de ses priorités.

Par Abed MEGHIT

Jeudi, le ministre Abdelkader Djellaoui a présidé une importante réunion de coordination consacrée à l'examen du plan de développement triennal couvrant la période 2026-2028, marquant ainsi une étape clé dans la définition des orientations stratégiques du secteur pour les années à venir.

Tenue au siège du ministère, cette rencontre a réuni les cadres centraux et responsables concernés autour d'un objectif central : assurer une vision cohérente, réaliste et opérationnelle du développement des infrastructures de base, en tenant compte des impératifs économiques, sociaux et territoriaux.

Selon le communiqué du ministère, les travaux ont permis d'examiner en détail le programme sectoriel prévu pour l'année 2026, considéré comme la pierre angulaire du cycle triennal à venir.

Le ministre a particulièrement insisté sur la nécessité d'un suivi rigoureux de la mise en œuvre des projets inscrits, soulignant que la réussite des programmes ne se mesure pas uniquement à leur inscription budgétaire, mais surtout à leur concrétisation effective sur le terrain.

Dans cette optique, il a



appelé à renforcer les mécanismes d'évaluation, de contrôle et de coordination entre les différents intervenants, afin d'éviter les retards, les dépassements de coûts et les dysfonctionnements constatés par le passé. La réunion a également été l'occasion de faire un état des lieux précis des projets en cours de réalisation à travers le pays.

Les discussions ont porté notamment sur le développement, la maintenance et l'entretien du réseau routier et autoroutier, considéré comme un levier stratégique pour le désenclavement des régions, la fluidité des échanges économiques et la sécurité des usagers.

Le ministre a rappelé que la préservation des infrastructures existantes est aussi importante que la réa-

lisation de nouveaux projets, dans un contexte où l'optimisation des ressources publiques devient une exigence incontournable.

Une attention particulière a été accordée aux programmes complémentaires au niveau de certaines wilayas, dont Tissemsilt et Djelfa.

Ces programmes, inscrits dans une logique de rééquilibrage territorial et de soutien aux régions nécessitant un effort supplémentaire en matière d'infrastructures, visent à améliorer les conditions de mobilité, à renforcer la connectivité locale et à accompagner les dynamiques de développement économique régional.

À travers cette réunion de coordination, le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base

confirme sa volonté d'adopter une approche proactive et anticipative.

Le plan de développement 2026-2028 se veut ainsi un cadre structurant, intégrant les exigences de durabilité, de sécurité et de qualité, tout en s'adaptant aux contraintes budgétaires et aux évolutions climatiques et technologiques.

Le ministre Djellaoui a, à cette occasion, réaffirmé l'importance du travail collectif et de la responsabilité partagée entre l'administration centrale, les directions locales et les entreprises de réalisation.

Il a appelé à faire de la période à venir un cycle de consolidation, marqué par des infrastructures plus fiables, mieux entretenues et mieux intégrées dans leur environnement socio-économique.

Cette démarche s'inscrit dans une vision globale de modernisation du secteur des travaux publics, considéré comme un pilier fondamental du développement national.

En engageant dès à présent la réflexion sur le cycle 2026-2028, les pouvoirs publics entendent poser les bases d'un réseau d'infrastructures capable de répondre durablement aux besoins des citoyens et aux exigences de croissance du pays.

EDUCATION Le ministre de l'Education préside une réunion avec les représentants des organisations syndicales du secteur

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui a présidé, samedi à Alger, une réunion avec les représentants des organisations syndicales dont les statuts particuliers couvrent les corps appartenant à la catégorie du personnel enseignant, dans le cadre de "la poursuite du processus de concertation et de dialogue sur l'amendement du statut particulier relatif aux personnels relevant des corps spécifiques de l'Education nationale", indique un communiqué du ministère.

Dans une allocution, à cette occasion, M. Sadaoui a annoncé "le gel de la forma-

tion pour l'intégration jusqu'à son annulation définitive dans le cadre de l'amendement du statut particulier", et ce sur la base des données précises recueillies par le ministère de l'Education nationale sur le terrain, et à travers le suivi direct de la mise en œuvre du programme de formation au niveau des différentes directions de l'éducation", ajoute le communiqué.

Cette décision "consacre le principe de l'intégration directe", a-t-il souligné, affirmant que cette mesure "concernera également les enseignants ayant moins de quatre années d'expérience professionnelle, dans le but de garantir la sta-

bilité et la cohésion au sein de la famille éducative, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des personnels du secteur de l'Education nationale". Le ministre a, par ailleurs, annoncé "le début dans l'immédiat des séances de travail portant sur l'amendement du statut particulier afin de concrétiser cette orientation, de l'intégrer dans ses dispositions et de permettre à toutes les catégories concernées de bénéficier de cette mesure dans les plus brefs délais", selon le communiqué.

EMPLOI

Impératif d'orienter les bénéficiaires de l'allocation chômage vers des cursus de formation qualitatifs (ministre)

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saïhi, a souligné l'impératif d'orienter les bénéficiaires de l'allocation chômage vers des "cursus de formation qualitatifs" et de les accompagner jusqu'à l'obtention d'emplois adaptés à leurs qualifications professionnelles, indique samedi un communiqué du ministère.

Au cours d'une réunion consacrée, jeudi, au décret exécutif fixant les conditions, les modalités et le montant de l'allocation chômage, le ministre a ordonné d'orienter les bénéficiaires de cette allocation vers des "cursus de formation qualitatifs", saluant, à cette occasion, "la décision prise par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée le 30 novembre

2025, relative à l'augmentation du montant de l'allocation chômage de 15.000 DA à 18.000 DA", précise le communiqué.

"Cette décision reflète l'attention particulière qu'accorde le président de la République aux jeunes et sa volonté de renforcer les mécanismes de soutien social et d'insertion professionnelle", a-t-il dit, soulignant que le nouveau décret exécutif "traduit la volonté de l'Etat d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires de cette allocation, en augmentant leurs chances d'insertion effective sur le marché du travail".

Dans la même optique, le ministre a souligné l'impératif d'"orienter les bénéficiaires vers des cursus de formation qualitatifs couronnés par des diplômes leur permettant de décrocher des emplois adaptés à leurs qua-

lifications" et de "renforcer la coordination avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels via une plateforme numérique dédiée, visant à faciliter l'orientation des bénéficiaires vers des cursus de formation qualitatifs, à même de soutenir leur parcours professionnel et d'augmenter leurs chances de recrutement".

Il a également insisté sur "l'accompagnement des jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage jusqu'à l'obtention d'emplois stables, notamment après l'achèvement de leurs cursus de formation, afin de garantir leur insertion professionnelle effective et de renforcer leur contribution au développement économique". Dans ce sillage, le ministre a appelé à "accélérer la cadence de travail afin de permettre aux nouveaux de-

mandeurs de bénéficier de l'allocation chômage, à travers la mise à jour des rendez-vous et le renforcement de la numérisation et de la transparence du dispositif, dans les tout prochains jours, dans le cadre de la simplification des procédures d'inscription, de la prise en charge des nouvelles demandes et du traitement diligent des dossiers", a ajouté la même source. Le communiqué a, par ailleurs, indiqué que cette réunion "participe de la volonté du secteur d'assurer la mise en œuvre effective du nouveau décret exécutif, en vue de garantir la réalisation de ses objectifs socioéconomiques et de consacrer l'orientation de l'Etat visant à soutenir les jeunes et à leur permettre d'accéder à des emplois stables".

APS

MILA

Barrage de Béni Haroun : un remplissage record qui renforce la sécurité hydrique

Le barrage de Béni Haroun, situé dans la wilaya de Mila, affiche un taux de remplissage exceptionnel dépassant les 94 %, confirmant son rôle stratégique dans la sécurisation des ressources hydriques du nord-est algérien.

Par Abed MEGHIT

Selon les services de la direction de l'hydraulique de la wilaya, le volume d'eau actuellement emmagasiné atteint environ 832 millions de mètres cubes, sur une capacité maximale proche du milliard de mètres cubes.

Dans une déclaration à la presse, le chef du service de mobilisation des ressources hydriques, Amar Belghemrani, a précisé que cette hausse significative est le résultat direct des importantes précipitations de pluies et de neige enregistrées depuis le début du mois de janvier.

Ces apports hydriques ont permis au barrage de passer de 788 millions de mètres cubes fin décembre à son niveau actuel, illustrant l'impact positif des conditions météorologiques récentes.

Les wilayas voisines, dont les cours d'eau convergent vers le bassin



versant du barrage, ont également contribué à cette augmentation notable des réserves.

Selon les responsables du secteur, les précipitations se poursuivant actuellement pourraient permettre au barrage d'atteindre, voire de dépasser, sa capacité globale, renforçant davantage la disponibilité en eau pour les mois à venir.

Le barrage de Béni Haroun constitue une infrastructure hydraulique

majeure pour la région.

Il assure l'alimentation en eau potable de plusieurs wilayas, notamment Jijel, Constantine, Batna, Oum El Bouaghi, Khenchela et Mila.

Il joue également un rôle clé dans l'irrigation des périmètres agricoles de Chemora, dans la wilaya de Batna, et de Telleghma, dans celle de Mila, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et au développement agricole.

Dans un contexte na-

tional marqué par le stress hydrique et les défis liés au changement climatique, ce niveau de remplissage représente un indicateur rassurant.

Il témoigne de l'importance des investissements réalisés dans les infrastructures hydrauliques et de la nécessité de poursuivre une gestion rationnelle et durable des ressources en eau.

Toutefois, les spécialistes rappellent que ces résultats positifs doivent s'accompagner d'une vigilance constante et d'une politique de préservation des ressources.

L'optimisation de l'utilisation de l'eau, la lutte contre le gaspillage et l'adaptation aux aléas climatiques demeurent des enjeux majeurs pour garantir la sécurité hydrique à long terme.

Le barrage de Béni Haroun, par ses performances actuelles, s'impose ainsi comme un pilier essentiel de cette stratégie nationale.

TÉBESSA

Projet de réalisation d'un complexe sportif de proximité dans la commune d'Oum Ali

La commune d'Oum Ali (sud de la wilaya de Tébéssa) a bénéficié d'un projet portant sur la réalisation d'un complexe sportif de proximité, a indiqué, samedi, le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Mustapha Hamlaoui.

Le même responsable a précisé que ce projet "vient d'être inscrit pour un montant de 150 millions de dinars puisé des programmes sectoriels de développement (PSD) pour l'exercice 2026".

M. Hamlaoui a affirmé que le cahier des charges de cette opération, en cours d'élaboration, prévoit un délai de réalisation de 18 mois pour la réception de ce complexe sportif de proximité qui devrait contribuer à la promotion des activités des jeunes et à la découverte de nouveaux talents.

Le DJS a également rappelé que la wilaya de Tébéssa a bénéficié, au début de l'année en cours, d'un budget de plus de 269 millions de dinars (toujours au titre des PSD) destiné à l'acquisition d'équipements sportifs et pédagogiques.

Il a également fait mention d'autres investissements publics devant financer des études de projets d'établissements de jeunesse dans les communes de Bir Dheh, de Boulhaf-Dir, de Boukhadra, de Tébéssa, de Cheria, de Bir El Ater et d'Ain Zerga.

TIMIMOUN

Mise en service de 15 forages pour consolider le réseau d'eau potable

Quinze (15) forages ont été mis en service dans la wilaya de Timimoun dans le but de consolider le réseau d'eau potable et le service public à travers les différentes communes de la wilaya, a-t-on appris samedi de la direction locale de l'hydraulique.

Débitant chacun 35 litres/seconde en moyenne, ces forages, équipés de transformateurs électriques et de pompes immergées, ont été réalisés au niveau des zones de Ouled-Aïssa, Deldoul, Ougrout, Ksar-Kaddour et Timimoun, et s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale visant à satisfaire les besoins de la population dans les zones enclavées en eau potable.

Dans son intervention en marge de la mise en service de ces opérations, le wali de Timimoun, Benamar Souana, a mis en avant l'importance de ces programmes prioritaires destinés à prendre en charge les préoccupations des citoyens en matière de distribution continue de l'eau potable et à assurer la sécurité hydrique pour la population locale.

Le chef de l'exécutif a aussi mis l'accent sur la préservation de cette précieuse ressource, à travers son exploitation rationnelle et la lutte contre les fuites et les branchements illicites au réseau.

La wilaya de Timimoun a bénéficié, par ailleurs, d'un programme de réalisation de huit (8) châteaux d'eau d'une capacité globale de 5.500 m3 au profit des ksour de la wilaya, en sus d'autres opérations de réhabilitation et de restauration des foggaras (système d'irrigation traditionnel).

APS

MÉDÉA

Projet de modernisation de stations de transport de voyageurs

Un projet de modernisation de stations intercommunales de transport de voyageurs des communes de Sidi-Naamane et de Berrouaghia sera lancé prochainement en exécution, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya.

Ce projet est appelé à offrir un meilleur confort aux voyageurs transitant par ces deux importantes agglomérations urbaines et améliorer les conditions d'accueil des citoyens et des transporteurs, a-t-on fait savoir.

Une enquête foncière sera menée au niveau d'un site situé dans la commune de Sidi-Na-

mane, à l'est de Médéa, utilisé comme arrêt provisoire, en prévision de l'implantation d'une station de transport répondant aux normes requises, a-t-on fait savoir. Les services de la commune de Sidi-Naamane et de la direction des domaines ont été instruits par le wali, Djillali Doumi, lors d'une récente visite sur le site, pour accélérer cette procédure administrative et permettre le démarrage du projet, a-t-on expliqué. Il est fait part, en outre, de la décision d'engager une étude de réhabilitation de la station intercommunale de transport de la ville de Berrouaghia. L'étude devra déter-

miner le type de travaux à réaliser dans le cadre de ce projet de réhabilitation en vue de la mise aux normes de cette infrastructure et optimiser sa fonctionnalité, a-t-on indiqué. Le secteur du transport dans la wilaya de Médéa compte 9 gares routières, 14 stations de transport intercommunales, et 41 aires de stationnement urbaines et rurales.

Le parc de transport est constitué de 1.418 véhicules (Autobus et taxis), offrant 42.544 places, et un nombre d'opérateurs estimé à 1.048, selon les chiffres fournis par la direction locale du transport.

GHARDAÏA

Seize opérations de développement projetées à Daya Ben-Dahoua

Seize (16) opérations de développement en faveur de la daïra de Daya Ben-Dahoua (Ghardaïa) font l'objet d'études au titre du programme de 2026, dans un but de consolidation du cadre de vie du citoyen et l'impulsion de l'action de développement de la région, a-t-on appris samedi des services de la daïra.

Ces projets portent sur la rénovation et l'extension du réseau d'eau potable (AEP) dans les quartiers d'Argaden, Chaâbet-Affari et El-Mekassem, ainsi que sur l'extension du réseau d'assainissement au niveau des quartiers El-

Mekassem, l'entretien et le curage des canalisations d'assainissement des différents quartiers de la ville, en sus d'un projet d'extension de l'éclairage public alimentés à l'énergie solaire au quartier Oum-Djeddar, ainsi que la réalisation de la route reliant la zone d'activités au quartier Argaden et à l'abattoir communal.

La réalisation de la route Dhaher Ahmed menant vers la mosquée "Abbès Ben Abd El-Moultalib", la pose d'une pelouse synthétique au stade communal, à Argaden, l'aménagement du cimetière et son équipe-

ment en éclairage public, en plus du revêtement de la route y menant, la réalisation d'un parking et l'extension de la petite mosquée, font partie des opérations projetées cette année pour Daya Ben-Dahoua, a indiqué le chef de la daïra, Mohamed Nadj.

Le même responsable a fait part également du lancement d'une étude de réalisation, au titre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, d'autres projets portant notamment sur le revêtement de l'artère menant à la mosquée "Zoubir Ibn El-

Aouam", l'artère menant vers la route d'Oum-Djeddar, en sus de la rénovation du réseau d'AEP à travers la ville de Daya Ben-Dahoua.

S'agissant de l'aménagement urbain, il est fait état du lancement de l'étude d'un projet d'aménagement urbain au niveau des quartiers Argaden, El-Mekassem, la zone Est et El-Arich, ainsi que la réhabilitation d'aires de jeux, le revêtement en gazon synthétique des terrains des écoles primaires et le revêtement du stade du quartier Boubrik d'une pelouse synthétique.

NESDA

L'État accélère le financement des microentreprises et mise sur une nouvelle dynamique entrepreneuriale à l'horizon 2026

L'Algérie s'engage résolument dans une nouvelle phase de consolidation de son tissu économique à travers le soutien renforcé à l'entrepreneuriat et aux microentreprises.

Par Abed Meghit

À la faveur d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises, Noureddine Ouadah, a levé le voile sur les ambitions de l'État en matière de financement et d'accompagnement des porteurs de projets.

Au cœur de cette stratégie figure l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), appelée à jouer un rôle central dans la création de richesse et d'emplois durables.

Selon les chiffres communiqués par le ministre, la NESDA a financé pas moins de 3.500 projets au cours de l'année 2025.

Un résultat jugé encourageant, mais appelé à connaître une montée en puissance significative dès 2026.

Les projections annoncées font état d'un objectif compris entre 10.000 et 15.000 microentreprises financées chaque année, traduisant la volonté des pouvoirs publics de faire de ce secteur un véritable levier de croissance économique.

Cette orientation s'inscrit dans une vision globale axée sur la diversification de l'économie nationale, la réduction de la dépendance aux hydrocarbures et la valorisation des compétences locales, notamment parmi la jeunesse.

Le ministre a souligné que cette augmentation progressive du nombre de projets financés est le fruit de l'intérêt particulier que l'État accorde à ce segment jugé stratégique.

La microentreprise est désormais perçue comme un maillon essentiel de l'économie productive, capable de stimuler l'innovation, de dynamiser les territoires et de répondre aux besoins du

marché national. Dans cette perspective, la NESDA ne se limite plus à un rôle de simple bailleur de fonds, mais s'impose comme un acteur d'accompagnement et d'intégration économique. Parmi les instruments mis en avant figurent les programmes lancés à la fin de l'année 2025, notamment « Al Tawteen » et « Small Business Hub ». Ces initiatives visent à intégrer les microentreprises dans les chaînes de production, en favorisant leur insertion dans des écosystèmes économiques structurés.

L'objectif affiché est de dépasser le stade de la création formelle pour permettre aux microentreprises de gagner en compétitivité, d'assurer leur pérennité et de contribuer efficacement à la valeur ajoutée nationale.

Cette approche marque une rupture avec les dispositifs antérieurs, souvent critiqués pour leur manque de suivi et de vision à long terme. Dans le même esprit de modernisation, la NESDA s'apprête à lancer, dans les prochaines semaines, un centre de développement de l'entrepreneuriat en ligne.

Cette plateforme numérique vient répondre à une contrainte majeure identifiée par le ministre, à savoir la couverture inégale du territoire national par les centres physiques de développement de l'entrepreneuriat.

Bien que l'Agence dispose de plus de 300 centres implantés au sein des universités et des établissements de formation professionnelle, certaines régions demeurent insuffisamment desservies.

Le centre en ligne permettra ainsi d'élargir considérablement la base des bénéficiaires, en donnant accès à la formation et à l'accompagnement aux jeunes compétences, quel que soit leur lieu de résidence.

Le ministre a rappelé que l'accès au financement de la NESDA est conditionné par le suivi d'une formation spécifique

au sein des centres de développement de l'entrepreneuriat, mis en place après la restructuration de l'ex-ANSEJ.

Cette exigence s'inscrit dans une nouvelle vision fondée sur une approche purement économique, visant à renforcer la viabilité des projets financés.

Grâce à la plateforme numérique, les porteurs de projets pourront désormais s'inscrire à distance, bénéficier des modules de formation requis, puis déposer leur dossier auprès de l'agence de wilaya la plus proche, simplifiant ainsi les démarches administratives et réduisant les contraintes logistiques.

La question du foncier, notamment au niveau des micro-zones d'activités, a également été abordée par le ministre, qui a reconnu l'ampleur du défi.

L'accès aux espaces dédiés à l'activité économique demeure un obstacle majeur pour de nombreux porteurs de projets.

Afin d'y remédier, le ministre a sollicité l'implication du ministère de l'Intérieur pour associer les directeurs des agences NESDA et de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) aux commissions locales de sélection.

Cette mesure vise à offrir davantage de chances aux bénéficiaires des deux dispositifs d'accéder aux zones d'activités, en tenant compte de la nature et de la maturité de leurs projets.

Au-delà des microentreprises, le ministre a dressé un tableau particulièrement positif de l'évolution de l'écosystème des start-up en Algérie.

Le nombre de start-up a dépassé les 13.000 à la fin de l'année 2025, contre moins de 200 en 2020, illustrant une croissance spectaculaire en l'espace de cinq ans.

Cette dynamique s'appuie sur un réseau de près de 200 incubateurs d'affaires, dont plus de 100 sont implantés au sein des universités, favorisant

l'émergence de projets innovants à forte valeur ajoutée. L'action du ministère se concentre sur l'accompagnement de cette évolution à travers l'adaptation des textes législatifs et la diversification des sources de financement.

Le ministre a salué la confiance exprimée par des fonds d'investissement privés et étrangers, qui voient dans l'écosystème algérien des start-up un terrain porteur et en pleine structuration.

Cette ouverture contribue à renforcer l'attractivité du pays et à stimuler les partenariats stratégiques.

L'accompagnement ne se limite pas aux dispositifs financiers et réglementaires, mais s'étend également à des projets sectoriels ciblés.

À ce titre, le ministre a cité la convention de coopération et de partenariat stratégique récemment signée entre la NESDA et l'École nationale supérieure du tourisme.

Cet accord vise à créer un cadre opérationnel combinant formation académique et exigences du monde des affaires, en accompagnant les étudiants et diplômés dans la transformation de leurs idées en projets économiques viables dans le secteur du tourisme.

Une initiative appelée à soutenir l'économie nationale, à valoriser le potentiel touristique du pays et à générer des emplois durables.

À travers ces différentes mesures, l'État affiche une ambition claire : faire de l'entrepreneuriat un pilier central du développement économique, fondé sur l'innovation, la formation et l'intégration productive. La montée en puissance annoncée du financement des microentreprises à partir de 2026 illustre cette volonté de bâtir une économie plus résiliente, inclusive et tournée vers l'avenir, en misant sur le talent et l'initiative des Algériens.

LE "MADE IN DZ" À L'HONNEUR

Alger accueille le salon des marques internationales produites en Algérie

L'Algérie franchit une nouvelle étape dans la valorisation de son tissu industriel et de son savoir-faire productif avec l'ouverture, à Alger, du Salon des marques internationales fabriquées en Algérie, baptisé International Brands Exhibition Made in DZ.

Cet événement économique majeur, consacré aux industries du textile, de l'habillement et des accessoires, s'impose comme une vitrine stratégique du potentiel national en matière de production conforme aux standards internationaux, tout en affirmant l'ambition du pays de devenir une plateforme industrielle et exportatrice de référence dans la région.

Organisé sous le patronage du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, ce salon a été inauguré vendredi par le ministre Kamel Rezig, en présence de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdelatif.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de plusieurs responsables de premier plan, dont le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, Omar Rekkache, le directeur général des Douanes, le général-major Abdelhafidh Bekhouche, ainsi que des membres du gouvernement représentant notamment les secteurs de l'Industrie et des Sports.

Une participation institutionnelle significative qui témoigne de l'intérêt accordé à ce rendez-vous et à la dynamique qu'il incarne.

À l'occasion de leur visite des différents stands, les deux ministres ont pu constater de visu la diversité et la qualité des produits exposés, allant des vêtements aux accessoires, tous issus de marques internationales mais fabriqués localement en Algérie.

Les échanges avec les exposants ont permis de mettre en lumière les capacités des entreprises nationales à produire selon des normes internationales strictes,

aussi bien en termes de qualité que de design, de logistique et de respect des délais. Ces performances illustrent l'évolution notable du secteur textile algérien, désormais capable de répondre aux exigences des grandes marques mondiales.

Les responsables gouvernementaux se sont également intéressés aux expériences réussies de localisation de marques internationales en Algérie, considérées comme des exemples probants de transfert de savoir-faire, de création d'emplois qualifiés et de montée en gamme de la production nationale.

Ces expériences démontrent que l'Algérie dispose aujourd'hui d'un environnement industriel et réglementaire favorable à l'investissement productif, notamment grâce aux réformes engagées ces dernières années dans les domaines de l'investissement, du commerce et de la facilitation des procédures.

S'étalant sur deux jours, ce salon s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à encourager la fabrication locale des marques mondiales et à renforcer les capacités de production nationales.

L'objectif affiché est double : satisfaire le marché local avec des produits de qualité fabriqués en Algérie, tout en développant les exportations, en particulier vers les marchés africains, de plus en plus porteurs.

Les organisateurs soulignent que le positionnement géographique de l'Algérie, combiné à ses accords commerciaux et à son potentiel industriel, constitue un atout majeur pour conquérir ces marchés.

Au-delà des marques internationales, le salon se distingue également par une participation remarquable des marques et entreprises textiles nationales.

Celles-ci présentent des collections variées de vêtements et d'accessoires, destinées à toutes les catégories de consommateurs, couvrant différents âges, styles et goûts. Cette présence met en évidence la créativité des

designers algériens, ainsi que la capacité des entreprises locales à innover, à s'adapter aux tendances mondiales et à proposer des produits compétitifs, tant sur le plan esthétique que sur celui des prix.

L'événement se veut également un espace professionnel d'échanges et de rencontres entre opérateurs économiques, investisseurs, industriels et experts du secteur. Il offre une plateforme propice au partage d'expériences, à la conclusion de partenariats et à l'exploration de nouvelles opportunités d'investissement dans les industries manufacturières, notamment le textile et le cuir.

Ces industries, historiquement ancrées en Algérie, sont appelées à jouer un rôle central dans la diversification de l'économie nationale et la réduction de la dépendance aux hydrocarbures.

À travers ce salon, l'Algérie affirme clairement sa volonté de renforcer la compétitivité du produit national, d'accroître la valeur ajoutée locale et de promouvoir une image moderne et performante du "Made in DZ".

En mettant en avant des produits fabriqués localement sous des marques internationales reconnues, le pays envoie un signal fort aux investisseurs et aux partenaires étrangers : l'Algérie est prête à accueillir, développer et exporter une production industrielle répondant aux standards mondiaux.

Ce rendez-vous économique s'impose ainsi comme bien plus qu'une simple exposition.

Il incarne une vision stratégique orientée vers l'industrialisation, l'exportation et l'intégration de l'Algérie dans les chaînes de valeur régionales et internationales.

Une dynamique prometteuse qui place le textile et l'habillement au cœur d'un projet économique ambitieux, au service de la croissance, de l'emploi et du rayonnement du produit algérien.

Abed M.

ENTRE INNOVATION ET COOPÉRATION AFRICAINE L'Algérie renforce son partenariat avec l'ONU pour propulser l'entrepreneuriat et les start-up

L'Algérie poursuit avec constance sa stratégie de positionnement en tant que pôle africain majeur de l'économie de la connaissance et de l'innovation.

Par Abed Meghit

Cette orientation a été réaffirmée lors de la rencontre tenue à Alger entre le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, et le Secrétaire général adjoint des Nations unies, également Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Claver Gatete.

Une rencontre de haut niveau qui a permis d'examiner en profondeur les perspectives de coopération entre l'Algérie et les Nations unies dans le domaine de l'entrepreneuriat innovant, des start-up et des micro-entreprises, piliers désormais incontournables de la diversification économique.

Tenue au siège du ministère, cette audience s'inscrit dans un contexte continental marqué par la recherche de nouveaux modèles de croissance, capables de répondre aux défis économiques, sociaux et

technologiques auxquels font face les pays africains.

À cette occasion, le ministre Noureddine Ouadah a présenté une vision globale et structurée des efforts consentis par l'Algérie depuis la création de son département ministériel en 2020, soulignant que la promotion de l'économie fondée sur la connaissance constitue un choix stratégique irréversible, porté au plus haut niveau de l'État.

Le ministre a mis en lumière les différentes étapes de construction de l'écosystème national de l'innovation, rappelant que celui-ci repose sur un ensemble cohérent de mécanismes visant à encourager l'initiative privée, faciliter l'accès au financement et assurer un accompagnement de proximité aux porteurs de projets.

Il a notamment insisté sur les dispositifs dédiés aux micro-entreprises, considérées comme un levier essentiel pour la création d'emplois durables, la valorisation des compétences



locales et l'intégration progressive de l'économie informelle dans le circuit officiel. Dans son exposé, Noureddine Ouadah a également souligné l'importance des facilitations administratives et réglementaires mises en place pour stimuler l'entrepreneuriat, citant le renforcement du cadre juridique des start-up, la simplification des procédures, ainsi que le recours généralisé aux services numériques. Cette digitalisation accrue, a-t-il expliqué, permet non seulement de réduire les délais et les coûts, mais aussi d'instaurer davantage de transparence et de confiance entre l'administration et les jeunes entrepreneurs. Le capital humain, et en particulier la jeunesse, a occupé une place centrale dans l'intervention du ministre. Selon lui, l'Algérie dispose d'un potentiel humain considérable, dont l'énergie, la créativité et les compétences constituent la véritable richesse du pays.

C'est dans cette optique que de nouveaux mécanismes d'encadrement, de formation et de mentorat ont été déployés afin de favoriser l'émergence d'une génération d'entrepreneurs capables de rivaliser sur les marchés régionaux et internationaux.

Parmi les initiatives phares évoquées figure la Conférence

africaine des start-up, qu'abrège l'Algérie depuis son lancement en 2022.

Qualifié de plus grand événement technologique du continent africain, ce rendez-vous est devenu, en quelques éditions, une plateforme incontournable d'échanges, de partenariats et d'opportunités d'affaires.

Le ministre a souligné que la vision actuelle dépasse le cadre national, en misant sur l'accès des start-up algériennes et africaines aux marchés mondiaux à partir du vaste et prometteur marché africain, dans un esprit d'intégration et de coopération Sud-Sud. De son côté, Claver Gatete a exprimé la pleine disponibilité de la Commission économique pour l'Afrique et, plus largement, des Nations unies, à accompagner l'Algérie dans le développement de son écosystème entrepreneurial. Saluant l'expérience algérienne, qu'il a qualifiée de modèle à suivre, le responsable onusien a estimé que l'orientation franche vers la diversification économique et la promotion de l'entrepreneuriat constitue une réponse pertinente et audacieuse aux défis structurels auxquels sont confrontées de nombreuses économies africaines.

Il a souligné que le soutien aux start-up et aux micro-entreprises

ne doit pas se limiter aux phases initiales, mais s'étendre à l'ensemble du cycle de développement, depuis l'idéation jusqu'à l'accès aux marchés et au financement à grande échelle.

Dans cette perspective, la coopération entre l'Algérie et les institutions africaines et internationales apparaît comme un facteur déterminant pour mutualiser les expériences, partager les bonnes pratiques et accélérer la transformation économique du continent.

Au terme de la rencontre, les deux parties ont convergé sur l'importance stratégique de l'échange d'expériences entre les pays africains afin de faire face aux défis actuels et d'assurer une croissance rapide, inclusive et durable.

Elles ont souligné que l'expérience algérienne, portée par un appui politique fort, un cadre juridique incitatif, une infrastructure numérique en constante évolution et des mécanismes de financement adaptés, constitue une source d'inspiration pour de nombreux pays africains.

Dans un contexte international marqué par des mutations rapides et des incertitudes économiques, cette rencontre illustre la volonté de l'Algérie de s'inscrire résolument dans une dynamique africaine et mondiale fondée sur l'innovation, la coopération et la valorisation du savoir.

Elle confirme également que l'entrepreneuriat, lorsqu'il est soutenu par une vision claire et des partenariats solides, peut devenir un puissant moteur de développement et un vecteur d'espoir pour la jeunesse africaine.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DOUANE

Le ministre des Finances salue le rôle des Douanes algériennes dans la protection de l'économie nationale

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a salué, samedi à Alger, le rôle remarquable des Douanes algériennes dans la protection de l'économie nationale contre les crimes transfrontaliers, se félicitant des réalisations accomplies par ce corps au cours des dernières années, notamment en matière de lutte contre la fraude et la contrebande, et dans le renforcement de la numérisation.

M. Bouzred s'exprimait lors d'une cérémonie, organisée au Cercle national de l'Armée, à l'occasion de la Journée internationale de la douane (26 janvier), en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, de membres du Gouvernement, de hauts responsables de l'État, de cadres des Douanes, à leur tête le Directeur général, le Général - Major Abdelhafid Bakhouche, ainsi que de représentants des organisations

patronales. Dans son allocution, le ministre des Finances a indiqué que les Douanes algériennes jouent un rôle central dans la protection de l'économie nationale contre les crimes transfrontaliers, en coordination avec les différents services sécuritaires et militaires, notamment en matière de lutte contre la fraude et la contrebande de marchandises prohibées, saluant les progrès qualitatifs qu'a connus l'administration douanière algérienne au cours des dernières années, en termes de modernisation des services et d'amélioration de la performance.

Concernant la Journée internationale de la douane, M. Bouzred a souligné l'importance de ce rendez-vous annuel, qui permet de mettre en lumière le dévouement des douaniers et le rôle vital assumé par ce corps aux niveaux national et international, conformément aux objectifs

économiques et de développement du pays. La Journée internationale de la douane, qui coïncide avec l'anniversaire de la création de l'Organisation mondiale des douanes, est placée, cette année, sous le slogan "Une Douane qui protège la société par sa vigilance et son engagement".

Elle vise à mettre en avant le rôle des administrations douanières dans l'organisation du commerce international, la protection de l'économie, la lutte contre la contrebande et le crime transfrontalier, et le renforcement de la coopération internationale en la matière. Cet événement sera ponctué par la distinction de cadres douaniers et d'équipes douanières remarquables, des familles de membres des Douanes martyrs du devoir national et de douaniers à la retraite, en reconnaissance de leurs efforts et de leurs contributions au service de la patrie.

PROJET GARA DJEBILET

Un "géant minier émergent" (presse et institutions américaines)

Des analyses de la presse et des institutions américaines ont mis en avant la grande importance de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf), un "géant minier émergent", considérant que le succès de l'Algérie à relier la mine par voie ferrée constitue "l'étape économique la plus audacieuse" du pays.

Les rapports américains décrivent la mine de Gara Djebilet comme un "Sleeping Giant" (le géant dormant), resté inactif pendant 70 ans. Ces sources considèrent que le succès de l'Algérie à relier la mine par voie ferrée constitue "l'étape économique la plus audacieuse" du pays pour briser ce que les rapports appellent la "Oïl Curse" (la malédiction du pétrole).

"L'Algérie n'est plus seulement une station-service pour l'Europe, elle se transforme en un géant minier émergent. L'inauguration de la ligne ferroviaire Tindouf-Béchar est un "Game Changer" (changement de donne) en Afrique du Nord, car elle permettra au pays d'exporter son excédent de production d'acier", relève le média spécialisé "Bloomberg".

"Alors que le monde se concentre sur la transition énergétique, l'Algérie s'emploie à remodeler le succès mondial du fer. Le projet Gara Djebilet confère à l'Algérie un avantage concurrentiel majeur vis-à-vis de l'Europe grâce à la proximité géographique et aux faibles coûts de transport, ce qui pourrait évincer les fournisseurs traditionnels d'Amérique du Sud", note, pour sa

part, The Wall Street Journal. "Al-Monitor" (Washington) observe, quant à lui, que l'Algérie "ne construit pas seulement une voie ferrée, elle se positionne comme un pôle industriel vital pour la Méditerranée et l'Afrique, défiant ainsi les chaînes d'approvisionnement traditionnelles en exploitant l'une des plus grandes réserves mondiales de fer".

Lui emboitant le pas, "Forbes" assure que "c'est l'un des projets les plus ambitieux du continent pour le XXI^e siècle. Il représente un investissement souverain intelligent qui transforme des actifs naturels stagnants en flux de trésorerie durables, réduisant ainsi les risques liés à la volatilité des prix du pétrole".

Dans le même ordre d'idées, "Energy Capital & Power" (Plateforme d'investissement US) met l'accent sur cet important projet, considérant que la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf constitue "la colonne vertébrale de l'avenir de l'Algérie hors hydrocarbures". "C'est le moteur principal qui transformera le Sahara en un pôle logistique continental", affirme la Plateforme américaine.

De son côté, Geological Survey (USGS) estime que l'Algérie "s'impose aujourd'hui comme un "Emerging Global Player" (acteur mondial émergent) sur le marché du fer et de l'acier", ajoutant que "l'infrastructure ferroviaire est la clé technique pour transformer les vastes réserves de Gara Djebilet en production réelle".

PERTURBATIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Vents violents dans l'Ouest : mobilisation totale des services pour sécuriser les populations et rétablir les réseaux

Les perturbations météorologiques qui ont affecté plusieurs wilayas de l'Ouest du pays ont donné lieu, ces derniers jours, à une mobilisation soutenue et coordonnée de nombreux services publics, engagés sans relâche pour faire face aux conséquences des vents violents enregistrés dans la région.

Par Abed Meghit

Chutes d'arbres, effondrement de poteaux électriques, coupures d'électricité et entraves à la circulation ont marqué cet épisode climatique, obligeant les autorités locales et les organismes concernés à activer leurs dispositifs d'intervention et de vigilance.

À Oran, les services de la Conservation des forêts ont été parmi les premiers à intervenir afin de rétablir la circulation et d'assurer la sécurité des usagers.

Les agents ont procédé au dégagement de nombreuses routes et pistes encombrées par des branches d'arbres arrachées sous l'effet des rafales de vent.

Les opérations ont concerné plusieurs communes, notamment Mers El Kébir, Bousfer et Misserghine, ainsi que des axes stratégiques au niveau du mont Murdjadjou, sur les routes nationales RN11 et RN04.

Des interventions similaires ont été menées à proximité de centres administratifs et d'établissements scolaires, afin de prévenir tout risque pour les citoyens et garantir la continuité des services publics.

La Direction des travaux publics de la wilaya d'Oran a, de son côté, poursuivi ses opérations sur le terrain pour neu-

traliser les dangers liés aux chutes d'arbres et aux obstacles divers entravant la circulation. Les équipes ont œuvré à la sécurisation des chaussées et à la remise en état progressive des axes routiers, dans un contexte marqué par des conditions météorologiques encore instables. Parallèlement, les unités de la Protection civile sont restées en état d'alerte maximale.

Des patrouilles de reconnaissance ont été organisées à travers l'ensemble des communes et daïras de la wilaya, dans le but d'anticiper d'éventuelles situations d'urgence et d'intervenir rapidement en cas de besoin.

Cette présence constante sur le terrain a permis de limiter les risques et de rassurer les populations face à l'ampleur des perturbations.

Dans la wilaya de Tlemcen, les vents violents ont provoqué plusieurs coupures d'électricité sur le réseau de basse tension, affectant de nombreuses communes.

La société de distribution de l'électricité et du gaz a signalé des perturbations touchant notamment Sidi Djillali, El Aricha, Maghnia, Sabra, Aïn Fettah, Hennaya, Remchi, Tlemcen, Hammam Boughrara, Zenata, Marsa Ben M'hidi, Souani, Chetouane et Amieur.

Face à cette situation, les équipes opérationnelles de Sonelgaz ont été mobilisées en continu pour rétablir l'ali-

mentation électrique dans les plus brefs délais. Selon la même source, ces interventions ont été menées avec efficacité et célérité, en coordination étroite avec les services de la Conservation des forêts, notamment dans les zones où des chutes d'arbres avaient endommagé les lignes électriques.

Le dispositif de veille et de suivi restera activé jusqu'à la fin de validité du bulletin météorologique spécial, afin de garantir une réponse immédiate à toute urgence susceptible de survenir.

La wilaya de Tissemsilt a également été fortement touchée par cet épisode météorologique.

Les services de la Protection civile y ont effectué plus de soixante-dix interventions dans plusieurs communes, sans qu'aucune perte humaine ne soit enregistrée, selon nos sources.

La majorité des opérations a porté sur le pompage des eaux de pluie accumulées, l'enlèvement d'arbres déracinés et de poteaux électriques tombés sous la force des vents, ainsi que le dégagement des routes afin de rétablir la circulation et sécuriser les usagers.

Le wali de Tissemsilt, Fethi Bouzaid, a assuré un suivi direct et continu du déroulement des opérations.

Il s'est rendu sur plusieurs sites d'intervention pour évaluer la situation sur le terrain, apprécier l'efficacité des actions engagées et veiller au bon niveau

de coordination entre les différents services impliqués.

Cette présence sur le terrain a permis d'ajuster les dispositifs d'intervention en fonction des besoins et de renforcer la synergie entre les acteurs locaux.

Dans la wilaya de Relizane, les unités de la Protection civile ont également été mises à rude épreuve.

Elles ont réussi à intervenir dans des zones parfois difficiles d'accès, procédant au dégagement des pistes et à la sécurisation des voies affectées par les intempéries.

Ces interventions ont contribué à rétablir progressivement la circulation et à limiter l'isolement de certaines localités.

Cet épisode de vents violents met une nouvelle fois en évidence l'importance de la préparation, de la coordination intersectorielle et de la réactivité des services publics face aux aléas climatiques.

Il illustre également la montée en puissance des dispositifs de gestion des risques, dans un contexte marqué par la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes.

Grâce à la mobilisation continue des différents services, les impacts de ces perturbations ont pu être maîtrisés, confirmant l'engagement des autorités et des intervenants de terrain à protéger les populations et à assurer la continuité des services essentiels.

BLIDA

L'École des techniques de l'intendance ouvre ses portes aux médias et met en lumière un pilier stratégique de la formation militaire

L'École des techniques de l'intendance « Chahid Djilali Bounâama », relevant de la 1^{re} Région militaire à Blida, a accueilli, mardi dernier, une visite guidée au profit des représentants des médias nationaux publics et privés, dans une démarche de transparence et d'ouverture visant à faire connaître de près cet établissement stratégique de formation militaire, rattaché à la Direction centrale de l'intendance.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans la politique de communication de l'Armée nationale populaire, axée sur le renforcement du lien Armée-Nation et la consolidation des relations de confiance avec les médias, considérés comme un partenaire essentiel dans l'information de l'opinion publique.

À l'occasion de cette rencontre, le commandant de l'école, le colonel Hakim Berber, a souligné l'importance du rôle joué par les médias nationaux dans la valorisation des efforts, des réalisations et des avancées de l'institution militaire, en particulier dans le domaine de la formation et de la qualification des ressources humaines.

Il a salué leur contribution à la diffusion d'une information objective et professionnelle, permettant aux citoyens de mieux appréhender les missions, les structures et les capacités de l'ANP.

Le colonel Berber a profité de cette visite pour présenter les missions et les objectifs assignés à l'École des techniques de l'intendance, qu'il a qualifiée de pôle majeur de formation spécialisée au sein de l'institution militaire.

Il a expliqué que l'établissement joue un rôle central dans la préparation et la mise à disposition de cadres qualifiés et spécialisés au profit des structures et unités de l'ANP, notamment dans les domaines liés aux techniques de l'intendance, un maillon essentiel du fonctionnement opérationnel et logistique des forces armées.

Au fil de la visite, les journalistes ont pu découvrir de manière détaillée les différentes facettes de l'activité pédagogique et opérationnelle de l'école.

L'établissement dispense une formation militaire de base destinée aux sous-officiers contractuels dans diverses spécialités relevant de l'intendance, ainsi qu'aux sous-officiers du service national.

Il assure également une formation de qualification

professionnelle continue au profit des sous-officiers d'active, contribuant ainsi à l'élévation constante de leurs compétences et à l'adaptation de leur savoir-faire aux exigences modernes de l'institution militaire.

L'école se distingue également par sa dimension internationale, puisqu'elle dispense des formations militaires spécialisées et de perfectionnement à des stagiaires issus de pays frères et amis.

Cette ouverture témoigne du niveau atteint par l'établissement en matière de pédagogie, de savoir-faire technique et de reconnaissance régionale et internationale, tout en s'inscrivant dans la tradition de coopération et d'échange d'expertises prônée par l'ANP.

Outre la formation, l'École des techniques de l'intendance assume d'autres missions à forte valeur ajoutée. Elle participe à des études visant l'utilisation rationnelle et optimale des moyens techniques de l'intendance, contribuant ainsi à l'amélioration de l'efficacité logistique des structures militaires.

Elle joue également un rôle actif dans l'initiative, le développement et la proposition de programmes innovants destinés à renforcer la qualité de la formation et à moderniser les méthodes pédagogiques, en adéquation avec les évolutions technologiques et les exigences contemporaines.

La délégation de journalistes a ainsi eu l'opportunité de visiter les salles de cours, les ateliers spécialisés et les laboratoires de l'établissement, afin de s'enquérir du mode d'enseignement adopté et des moyens pédagogiques mis à la disposition des stagiaires.

Les explications fournies ont permis de mettre en lumière une approche pédagogique combinant enseignement théorique rigoureux et formation pratique approfondie, visant à former un personnel militaire hautement qualifié dans des spécialités variées et indispensables au bon fonctionnement de l'institution militaire.

Parmi les spécialités enseignées figurent notamment l'hôtellerie militaire, le contrôle qualité, le textile, le cuir et l'emballage, autant de domaines techniques qui répondent à des besoins concrets et spécifiques des structures militaires.

Ces formations illustrent l'importance accordée par l'ANP à l'intendance, considérée comme un pilier stratégique garantissant le soutien logistique, la gestion des

ressources et la continuité opérationnelle des unités. Fondée en 1980, l'école bénéficie d'un riche parcours historique, étroitement lié à l'évolution de l'institution militaire algérienne.

Créée le 2 janvier 1980 à Ténès, dans la wilaya de Chlef, sous l'appellation de Centre de formation de l'intendance et de la logistique, elle a connu plusieurs transformations au fil des années, reflétant l'adaptation constante de ses missions aux besoins croissants et aux exigences de modernisation de l'ANP.

En 1982, elle devient le Centre de formation technique de l'intendance, avant d'être transférée à Blida en 1995, un tournant important dans son développement.

En 2013, l'établissement est érigé en École des techniques de l'intendance, consacrant ainsi son rôle central dans le dispositif de formation militaire.

L'année suivante, en 2014, il est baptisé du nom du chahid Djilali Bounâama, conformément à la politique de dénomination des bâtiments et sites relevant du ministère de la Défense nationale aux noms des chahada, en hommage à leur sacrifice et en perpétuation de la mémoire nationale.

À travers cette visite guidée, l'École des techniques de l'intendance de Blida a offert aux médias une immersion au cœur d'un établissement où se conjuguent discipline, rigueur, professionnalisme et innovation pédagogique.

Cette initiative traduit la volonté de l'ANP de renforcer la transparence institutionnelle et de rapprocher davantage l'armée de la société, en mettant en lumière le rôle fondamental de la formation dans la construction d'une armée moderne, performante et résolument tournée vers l'avenir. Plus qu'une simple rencontre avec la presse, cette visite s'inscrit dans une démarche globale visant à valoriser les compétences nationales, à souligner l'importance de l'intendance dans l'architecture militaire et à rappeler que derrière chaque mission opérationnelle se trouve un travail de formation, de préparation et de soutien logistique assuré par des femmes et des hommes hautement qualifiés.

Un message fort, porteur de sens, qui illustre l'engagement constant de l'ANP au service de la nation et de sa sécurité.

Abed M.

RAMADHAN À TISSEMSILT

Huit marchés de solidarité pour protéger le pouvoir d'achat et lutter contre la spéculation

À l'approche du mois sacré de Ramadhan, la wilaya de Tissemsilt renforce son dispositif d'accompagnement social et économique à travers l'ouverture de huit marchés de solidarité répartis sur l'ensemble des daïras.

Par Abed Meghit

Cette initiative, annoncée par la Direction du commerce, s'inscrit dans une démarche visant à garantir la disponibilité régulière des produits de large consommation, à stabiliser les prix et à lutter efficacement contre les pratiques spéculatives.

Ces marchés de solidarité, organisés au niveau des huit daïras de la wilaya, constituent un outil central de régulation du marché durant une période marquée par une forte hausse de la demande sur les produits alimentaires.

Selon le chef du bureau de la promotion de la qualité et des relations associatives, leur mise en place repose sur une coordination étroite entre les services du commerce, les communes, les chefs de daïra, la Chambre de l'industrie et du commerce, l'Union des commerçants, ainsi que les opérateurs économiques et les commerçants locaux.

L'objectif principal de cette démarche est d'assurer un approvisionnement continu et diversifié tout au long du mois de Ramadhan, en mettant à la disposition des citoyens une large gamme de produits à des prix étudiés et compétitifs.

Ces espaces commerciaux permettront aux familles de s'approvisionner en denrées essentielles, notamment les produits alimentaires de base, les fruits et légumes, les viandes rouges et blanches, ainsi que d'autres produits fortement consommés durant le mois

sacré.

Au-delà de l'aspect commercial, ces marchés de solidarité traduisent une volonté claire des autorités locales de protéger le pouvoir d'achat des citoyens, particulièrement dans un contexte économique où la maîtrise des dépenses des ménages demeure une priorité.

En offrant une alternative aux circuits de distribution classiques, souvent sujets à des hausses de prix injustifiées, ces marchés contribuent à instaurer un climat de confiance et de transparence.

Parallèlement à l'ouverture de ces espaces, une vaste action de sensibilisation est menée auprès des opérateurs économiques afin de les encourager à adhérer aux opérations de vente à prix réduits et à proposer des offres promotionnelles durant tout le mois de Ramadhan.

Cette mobilisation vise à renforcer l'esprit de solidarité et à rappeler la dimension sociale et éthique du commerce durant cette période de piété et de partage.

Les services de la Direction du commerce ont également annoncé un renforcement significatif des opérations de contrôle à travers l'ensemble de la wilaya.

Des équipes spécialisées seront mobilisées pour suivre l'approvisionnement des marchés, veiller au respect des prix réglementés de certaines marchandises et contrôler les conditions d'hygiène et de salubrité des produits alimentaires.

Une vigilance particulière sera ac-

cordée aux produits à péremption rapide, notamment les viandes, les produits dérivés, les fruits et légumes, ainsi que les pâtisseries traditionnelles très prisées durant le mois sacré.

Cette action vise avant tout à préserver la santé du consommateur et à prévenir les risques d'intoxications alimentaires, tout en garantissant la qualité des produits mis en vente.

La lutte contre les pratiques frauduleuses et les comportements opportunistes figure également parmi les priorités des services de contrôle.

En complément de ces mesures, une coordination est engagée avec plusieurs partenaires institutionnels et associatifs, notamment le secteur des affaires religieuses à travers les mosquées de la wilaya, ainsi que les associations actives dans le champ social.

Des campagnes de sensibilisation seront lancées tout au long du mois de Ramadhan pour encourager la rationalisation de la consommation, lutter contre le gaspillage et promouvoir des comportements responsables et solidaires.

À travers l'ouverture de ces huit marchés de solidarité, la wilaya de Tissemsilt affirme son engagement à faire du mois de Ramadhan un moment de stabilité, de solidarité et de protection du consommateur.

Une initiative qui illustre la volonté des pouvoirs publics de conjuguer action économique, vigilance sanitaire et responsabilité sociale au service des citoyens.

ZEMMOURA (RELIZANE)

Un coup de filet policier met en échec un trafic de drogue et renforce la lutte contre la criminalité urbaine

Les services de sécurité de la wilaya de Relizane poursuivent sans relâche leur action contre les différentes formes de criminalité urbaine, en particulier celles liées au trafic de stupéfiants et de substances psychotropes qui constituent une menace sérieuse pour la sécurité et la santé publique.

Dans ce cadre, les éléments de la brigade de police judiciaire relevant de la Sûreté de daïra de Zemmoura ont mené une opération ciblée ayant abouti à l'arrestation d'un individu soupçonné d'activités criminelles et à la saisie d'une quantité significative de drogue, d'une arme blanche prohibée ainsi que d'une somme d'argent issue de ce trafic illicite.

Cette opération s'inscrit dans une démarche proactive des services de police, fondée sur le renseignement et la prévention, visant à neutraliser les réseaux et individus impliqués dans la vente et la distribution de stupéfiants au niveau des quartiers urbains.

Selon des sources sécuritaires, l'intervention fait suite à des informations fiables parvenues aux services compétents, faisant état du comportement suspect d'un individu activant dans un quartier de la région de Zemmoura et soupçonné de se livrer à la commercialisation de drogues et de substances psychotropes.

Aussitôt ces renseignements confirmés, les éléments de la police judiciaire ont mis en place un dispositif opérationnel précis, reposant sur la surveillance discrète, la collecte d'indices et l'intensification des investigations de terrain.

Cette phase de travail minutieuse a permis d'identifier le mis en cause, de cerner ses déplacements et de rassembler les éléments nécessaires à une intervention conforme aux procédures légales en vigueur. L'opération s'est soldée par l'interpellation du suspect dans des conditions maîtrisées, garantissant la sécurité des citoyens et des agents de l'ordre.

Lors de la fouille et des perquisitions effectuées dans le cadre de cette intervention, les policiers ont procédé à la saisie d'une quantité de drogue estimée à 281,5 grammes, prête à être écoulee sur le marché illicite.

Cette quantité, jugée importante, laisse supposer une activité de trafic structurée et non un simple usage personnel.

En plus des stupéfiants, les forces de l'ordre ont également mis la main sur une arme blanche prohibée de sixième catégorie, de type « bouchia », de grande taille, représentant un danger réel pour la sécurité publique.

La détention de ce type d'arme accentue la gravité des faits reprochés, dans la mesure où elle peut être utilisée pour intimider, menacer ou commettre des actes de violence.

Une somme d'argent a également été saisie lors de l'opération, considérée comme provenant directement des revenus générés par le trafic de drogue.

Cette intervention illustre l'efficacité du travail de terrain mené par les services de la Sûreté nationale, qui s'appuient sur la vigilance, la coopération citoyenne et l'exploitation du renseignement pour lutter contre les fléaux sociaux.

Elle traduit également la détermination des autorités sécuritaires à assainir les quartiers et à protéger la jeunesse contre les dangers liés à la consommation et au trafic de stupéfiants.

Après l'achèvement de l'ensemble des procédures légales et réglementaires, le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Zemmoura.

Il devra répondre de plusieurs chefs d'accusation, notamment la détention et l'acquisition de stupéfiants en vue de la vente, ainsi que la détention d'une arme blanche prohibée de sixième catégorie sans justification légale. Cette affaire rappelle, une fois de plus, l'importance de la mobilisation collective dans la lutte contre la criminalité, où le rôle du citoyen demeure essentiel à travers le signalement de tout comportement suspect.

Les services de sécurité réaffirment, pour leur part, leur engagement à poursuivre leurs efforts avec rigueur et professionnalisme afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, et de préserver la tranquillité publique dans l'ensemble de la région de Zemmoura.

Abed M.

CONSTANTINE

Constantine affirme son leadership agroalimentaire à travers un salon international dédié à l'excellence de la production nationale

Constantine a une nouvelle fois confirmé sa place de pôle économique majeur en accueillant le Salon international des industries agroalimentaires, organisé au complexe culturel Ahmed-Bey.

Cet événement d'envergure a mis en lumière la richesse, la diversité et la qualité de la production nationale, tout en illustrant la capacité de l'Algérie à assurer un approvisionnement stable et abondant en produits alimentaires de large consommation, notamment à l'approche du mois sacré de Ramadhan.

L'initiative s'inscrit dans une dynamique nationale visant à renforcer la souveraineté alimentaire et à promouvoir le produit algérien auprès des consommateurs et des professionnels.

Inauguré par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, en présence du secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, Issam Bedrissi, le salon a connu une affluence remarquable dès ses premières heures.

Cette forte mobilisation du public et des acteurs économiques traduit un intérêt croissant pour les produits nationaux, mais également une confiance renforcée dans leur qualité, leur conformité aux normes et leur capacité à répondre aux exigences du marché.

Pour de nombreux visiteurs, cette manifestation constitue une occasion privilégiée de découvrir l'évolution du secteur agroalimentaire algérien, marqué par une modernisation progressive des outils de production et une diversification notable de l'offre.

Selon la directrice de wilaya du Commerce par intérim, Nabila Zebeiri, cette manifestation joue un rôle essentiel dans le rapprochement entre producteurs et consommateurs.

Elle permet de créer un espace d'échange direct, favorisant la transparence, la connaissance des produits et la valorisation du savoir-faire national.

Près de 25 exposants, issus de plusieurs wilayas du pays, prennent part à cette édition, représentant des entreprises actives dans divers segments des industries agroalimentaires. Les stands proposent une large gamme de produits,

allant des denrées de base aux produits transformés et semi-finis, reflétant la diversité des capacités productives nationales.

Au-delà de sa dimension commerciale, le salon s'impose comme une véritable plateforme de valorisation de l'industrie agroalimentaire algérienne.

Il offre aux opérateurs économiques l'opportunité de tisser des partenariats, d'échanger des expertises et d'explorer de nouvelles perspectives de développement, notamment à l'exportation.

La promotion des capacités productives nationales et l'incitation à l'accès aux marchés extérieurs figurent parmi les objectifs majeurs de cette manifestation, dans un contexte où l'Algérie ambitionne de renforcer sa présence sur les marchés régionaux et internationaux.

À l'approche du mois de Ramadhan, période marquée par une forte demande en produits alimentaires, ce salon revêt une importance particulière.

Il s'inscrit dans une démarche visant à garantir un approvisionnement régulier du marché, à prévenir toute perturbation et à préserver le pouvoir d'achat des citoyens. La mise en avant des produits nationaux contribue à réduire la dépendance aux importations et à soutenir la production locale, tout en assurant des prix compétitifs et une disponibilité suffisante des denrées essentielles. Les services de la direction du Commerce de la wilaya de Constantine poursuivent, dans ce cadre, leur accompagnement des opérateurs économiques et leur soutien aux initiatives favorisant le développement des industries agroalimentaires.

Cette mobilisation institutionnelle témoigne de la volonté des pouvoirs publics de consolider la place du produit algérien sur le marché national et de renforcer sa compétitivité à l'international.

À travers ce salon, Constantine s'affirme ainsi comme un acteur clé de la dynamique économique nationale, mettant en avant une industrie agroalimentaire en pleine mutation, tournée vers l'innovation, la qualité et la durabilité.

Abed M.

CONSTANTINE

La polyclinique de l'Unité de voisinage 9 à Ali Mendjeli bientôt rouverte

La polyclinique de l'Unité de voisinage (UV9) dans la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine) ayant fait l'objet d'une vaste opération de mise à niveau, sera rouverte le mois de février prochain, a-t-on appris, samedi auprès des services de la wilaya.

Fermée depuis fin 2024 pour des travaux de mise à niveau et de modernisation, la polyclinique de l'UV 9, sera rouverte, dès l'achèvement de quelques retouches de finition, a précisé, la cellule de communication de la wilaya.

Considérée comme un maillon essentiel de la prise en charge sanitaire de proximité, cette structure de santé avait été fermée pour permettre la réalisation de travaux visant à améliorer les conditions d'accueil, de soins et de travail, a expliqué, la même source.

Selon les services de la wilaya, les travaux engagés ont porté sur la réhabilitation des locaux, la modernisation des équipements médicaux, ainsi que la mise aux normes des réseaux d'électricité et de plomberie, notamment.

L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les autorités locales visant à améliorer la qualité des prestations de santé et répondre à la demande croissante dans cette circonscription administrative dont le nombre d'habitants dépasse les 350.000 âmes.

La polyclinique de l'unité de voisinage 9 assure plusieurs prestations de base, notamment les consultations de médecine générale, les soins infirmiers, le suivi maternel et infantile, ainsi que certaines activités de prévention, a-t-on fait savoir.

BLIDA

La polyclinique de Bougara renforcée par des équipements modernes

La polyclinique "Ahmed Ayad" de Bougara (à l'est de Blida), relevant de l'Etablissement public de santé de proximité de Larbaa, a été renforcée par un nouvel appareil de radiologie numérique ainsi que d'une ambulance médicalisée, a-t-on appris jeudi auprès des responsables de l'établissement.

Cette dotation s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations sanitaires, le nouvel équipement permettant d'obtenir des images médicales numériques précises, facilitant le diagnostic, accélérant la prise en charge des patients et améliorant l'archivage des données médicales.

Son acquisition permettra également d'éviter aux malades des déplacements vers d'autres structures pour les examens radiologiques.

La même polyclinique a, par ailleurs, été équipée d'un stabilisateur et régulateur de tension électrique afin de protéger les équipements médicaux des risques de coupures de courant, et d'assurer la continuité du service.

D'autre part, l'établissement sanitaire a bénéficié d'une deuxième ambulance médicalisée, destinée à renforcer la prise en charge des patients.

Ces acquis s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à consolider les services de santé de proximité et à rapprocher les soins du citoyen, de manière à répondre aux préoccupations de la population locale et à améliorer les conditions de prise en charge médicale, selon la même source.

APS

EL-OUED

70 enfants bénéficient de consultations et opérations ophtalmologiques

Soixante (70) enfants de la wilaya d'El-Oued ont bénéficié de consultations et interventions chirurgicales ophtalmologiques, dans le cadre d'une campagne médicale initiée par le mouvement associatif, a-t-on appris des organisateurs.



Organisée par l'association caritative "Sawaïd El-Ihsane", en coordination avec l'établissement hospitalier d'ophtalmologie d'El-Oued, cette campagne vise à offrir des prestations médicales spécialisées aux enfants atteints de strabisme, a indiqué le responsable de l'initiative, Dr. Saïd Khelif.

Cette campagne médicale, qui a

ciblé dans une première phase les enfants scolarisés et sera ensuite élargie à d'autres catégories sociales, a permis d'effectuer 10 interventions chirurgicales, tandis que les autres enfants ont bénéficié de corrections et d'amélioration visuelles. Les interventions ont été menées, durant trois jours, par l'ophtalmologue, Pr. Sadek Mohamed, avec l'appui d'un staff pa-

ramédical de l'hôpital ophtalmologique d'El-Oued. Le programme de cette campagne, pour laquelle ont été mobilisés les moyens humains et matériels nécessaires, a comporté également une session de formation sur la correction du strabisme au profit de plus d'une dizaine d'ophtalmologues de l'établissement hospitalier ophtalmologique d'El-Oued.

BATNA

300 millions DA pour renforcer les établissements de santé en ambulances

Une enveloppe financière estimée à 300 millions DA a été octroyée pour le renforcement des établissements de santé de la wilaya de Batna en ambulances équipées, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de la santé.

Dans une déclaration à l'APS, M. Hamdi Chagouri a précisé que l'opération s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel centralisé de l'exercice 2026 et comporte également l'acquisition de véhicules 4x4 à utiliser en zones reculées par les équipes médicales.

Les procédures administratives requises sont en cours de parachèvement pour l'acquisition de ces véhicules (ambulances et véhicules 4x4) au profit d'établissements de santé de proximité et de polycliniques des daïras et communes reculées qui n'en ont pas bénéficié auparavant, a précisé la même source.

Une vaste opération a porté il y a deux ans sur la fourniture de 67 véhicules pour le transport de médicaments et vaccins et ambulances médicalisées aux établissements du secteur dans 52 communes sur les 61 que compte la wilaya.

Selon M. Chagouri, l'opération s'inscrit dans le cadre des efforts d'amélioration de la prise en charge



des malades, notamment des zones reculées et des conditions de travail des staffs médicaux outre la réponse rapide aux cas d'urgence.

CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA POLIOMYÉLITE**Prolongation de la troisième et dernière phase jusqu'au 5 février prochain**

Le ministère de la Santé a annoncé, jeudi dans un communiqué, la prolongation de la troisième et dernière phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite jusqu'au 5 février prochain, au lieu du 31 janvier courant, pour permettre au plus grand nombre possible d'enfants de bénéficier de la dose complémentaire.

Cette décision a été prise "au regard des conditions climatiques enregistrées ces derniers jours, afin de faciliter les déplacements des parents et de garantir les meilleures conditions d'accès aux établissements de santé, de manière à permettre à tous les enfants concernés de bénéficier de cette opération préventive d'une importance capitale", précise le communiqué.

OMS

Appel à l'intégration des soins de santé mentale dans les efforts visant à éliminer les maladies tropicales

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a appelé les gouvernements à intégrer les soins de santé mentale dans les efforts visant à éliminer les maladies tropicales négligées, précisant que plus d'un milliard de personnes dans le monde souffrent d'une maladie tropicale négligée et autant de troubles de santé mentale.



"Combattre les maladies tropicales négligées ce n'est pas seulement lutter contre les agents pathogènes, c'est aussi atténuer de grandes souffrances", a déclaré vendredi le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, à l'occasion de la Journée mondiale consacrée à ces maladies.

Il a souligné, à ce titre,

la nécessité de "parvenir à une véritable élimination" à travers la "libération des gens non seulement des maladies, mais aussi de la honte, de l'isolement et du désespoir qui les accompagnent trop souvent".

Selon l'agence onusienne, les personnes atteintes de maladies tropicales qui entraînent des incapacités physiques

ou des déformations comme la leishmaniose cutanée, la lèpre, la filariose lymphatique, le mycérome et le noma, sont particulièrement exposées à la stigmatisation et à la discrimination.

Pour combler cette grave lacune, l'OMS a récemment publié son premier guide mondial sur les mesures essentielles pour les soins de santé

mentale et la lutte contre la stigmatisation des personnes souffrant de maladies tropicales négligées.

Elle a relevé dans le même sillage, les progrès réalisés au cours de la dernière décennie, affirmant que 1,4 milliard de personnes seulement ont besoin d'interventions pour les maladies tropicales négligées, un niveau historiquement bas, alors que la mortalité, la morbidité et le nombre de personnes touchées ont considérablement baissé.

A ce jour, 58 pays ont éliminé au moins une maladie tropicale négligée, et l'objectif de 100 pays d'ici à 2030 est désormais en vue.

Cependant, le Rapport mondial sur les maladies tropicales négligées 2025 montre que l'aide publique au développement consacrée aux maladies tropicales négligées a baissé de 41 % entre 2018 et 2023, "ce qui risque de remettre en cause les acquis durablement obtenus", a fait savoir l'OMS.

VIRUS NIPAH

OMS : le taux de mortalité en Inde atteint 75 %

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde contre la dangerosité du virus Nipah, après la détection de cas d'infection en Inde au cours de janvier en cours, indiquant que le taux de mortalité lié à cette infection varie entre 40 et 75 %, selon la souche du virus et l'efficacité des systèmes de surveillance et de prise en charge dans chaque région.

Le porte-parole officiel de l'OMS à Genève, Tarik Jasarevic, a déclaré que le virus demeure parmi les plus dangereux au monde, en raison de l'absence de traitement ou de vaccin efficace, ajoutant que la maladie provoque de la fièvre et une encéphalite, pouvant entraîner des lé-

sions et la mort des cellules cérébrales. L'OMS a appelé à l'adoption de mesures préventives strictes afin de limiter la transmission de l'infection des chauves-souris à l'homme, notamment en faisant bouillir la sève de palmier-dattier, en lavant et en épluchant les fruits avant leur consommation, ainsi qu'en éliminant les fruits présentant des traces de morsures de chauves-souris. L'Organisation a également insisté sur la nécessité d'utiliser des équipements de protection individuelle lors de la manipulation des animaux, en particulier les chevaux ainsi que les chats domestiques et sauvages, chez lesquels des infections natu-

relles ont été signalées. Dans l'état indien du Bengale occidental, les autorités ont fait état de plusieurs infections au virus Nipah parmi les professionnels de la santé, actuellement pris en charge à l'hôpital de Barasat, où ils sont placés en isolement et assistés par des appareils de ventilation artificielle.

Selon le journal Times of India, le virus Nipah figure sur la liste des dix maladies prioritaires de l'Organisation mondiale de la santé, en raison de sa capacité de propagation rapide et de son taux de mortalité élevé, compris entre 40 % et 75 %, ainsi que de l'absence, à ce jour, de vaccin ou de traitement spécifique homologué.

Le risque de propagation du virus Nipah à l'étranger reste faible (OMS)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a affirmé vendredi que le risque de propagation du virus mortel Nipah, en dehors de l'Inde restait faible, soulignant la capacité des pays d'Asie du Sud à contenir les cas d'infection.

Ces déclarations interviennent après l'enregistrement de deux cas de contamination en Inde, ce qui a poussé plusieurs pays asiatiques, dont Hong Kong, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande

et le Vietnam, à renforcer les contrôles dans les aéroports par mesure préventive pour éviter la transmission.

L'OMS estime que le risque de propagation à partir de ces deux cas reste faible, précisant qu'il n'existe à ce jour aucune preuve d'une transmission accrue entre humains, et qu'elle suit la situation en coordination avec les autorités sanitaires indiennes.

L'Organisation a expliqué que le virus Nipah se

transmet principalement entre les chauves-souris et d'autres animaux, comme les porcs, et peut infecter l'homme lors d'un contact avec des chauves-souris contaminées ou des fruits souillés.

Le virus présente une forte mortalité, allant de 40 à 75 %, et aucun traitement validé n'existe actuellement, bien que plusieurs vaccins soient en cours de développement et d'essais cliniques. Les experts en virologie soulignent que

les foyers épidémiques restent généralement petits et limités, et que le risque pour la population demeure faible, précisant que la transmission entre humains nécessite un contact prolongé avec les personnes infectées.

L'OMS classe le virus Nipah parmi les agents pathogènes prioritaires, en raison de son taux de mortalité élevé, de la difficulté de le contrôler et de son potentiel à muter en souches plus transmissibles.

PALESTINE

Agression sioniste contre Ghaza : le bilan s'alourdit à 71.769 martyrs

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 71.769 martyrs et 171.483 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan annoncé samedi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de 17 martyrs et 49 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 48 heures, a indiqué la même source, notant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 509 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1.405 autres ont été blessés, tandis que les corps de 715 martyrs ont été récupérés, selon les mêmes autorités.

Crise sanitaire à Ghaza : l'ONU alerte sur l'urgence des évacuations médicales

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a indiqué que plus de 18 000 personnes nécessitent de toute urgence une évacuation médicale pour recevoir des soins en dehors de la bande de Ghaza.

Le bureau onusien a fait part de l'élargissement des programmes d'assistance afin d'aider les familles à améliorer leur consommation alimentaire, tout en soulignant que les défis demeurent importants.

Mardi dernier, le directeur du complexe médical Al-Chifa à Ghaza, Mohamed Abu Salmiya, avait affirmé que la poursuite de la fermeture du passage terrestre de Rafah par l'occupation sioniste, empêchant les patients et blessés de voyager pour recevoir des soins à l'étranger, aggrave leur situation sanitaire de manière critique et menace leur vie.

"Environ 20 000 patients et blessés à Ghaza attendent l'autorisation de se déplacer pour se faire soigner à l'étranger", a déclaré le Dr Abu Salmiya.

"Parmi eux, 440 cas nécessitent une intervention vitale immédiate, tandis que 1 268 autres sont décédés après avoir attendu d'être évacués".

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 11 octobre dernier, 492 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1 356 autres ont été blessés, tandis que 715 corps ont été récupérés.

MALAWI

Les autorités s'inquiètent de la propagation des épidémies de choléra et de polio dans le pays

Les autorités sanitaires au Malawi ont exprimé leur préoccupation quant à la prévalence croissante du choléra dans le pays, avec au moins trois décès et plus de 50 cas confirmés enregistrés depuis octobre dernier, ont rapporté jeudi des médias, citant les autorités.

Selon la ministre de la Santé et de l'Assainissement, Madalitso Baloyi, la ville de Blantyre présente la prévalence la plus élevée de l'épidémie de choléra, avec deux décès et 30 cas enregistrés.

Elle a également confirmé la détection récente d'un cas de poliovirus de type 2 à Blantyre, notant que les échantillons analysés en laboratoire, se sont révélés positifs.

Le directeur de la Santé et des Services sociaux de Blantyre, Gift Kawalazira, a indiqué que le cas de poliovirus a été détecté chez un garçon de sept ans à Blantyre qui n'avait jamais été vacciné depuis sa naissance.

Les responsables gouvernementaux malawites collaborent avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres organisations pour contenir les épidémies grâce à des vaccinations et des campagnes de sensibilisation du public sur l'hygiène.

HYPERTENSION

Trop faire chuter la pression ne serait pas sans risque

Les médicaments contre l'hypertension visent à diminuer la pression artérielle. Mais il ne faudrait pas qu'elle chute trop bas pour limiter les risques de complications chez les personnes souffrant de maladies cardiovasculaires.

Faut-il faire baisser à tout prix la pression artérielle des hypertendus ? Rien n'est moins sûr, selon des chercheurs en cardiologie et en physiologie de l'hôpital Bichat (Paris). Dans une étude publiée dans la revue *The Lancet*, et présentée à Rome le 30 août lors du congrès annuel de l'European Society of Cardiology, ces scientifiques expliquent que dans le cas d'une maladie coronarienne, faire trop chuter la pression artérielle pourrait être source de complications.

Ne pas faire chuter trop bas la pression artérielle

Les chercheurs ont analysé les données de 22 672 patients soignés pour une maladie coronarienne et traités pour de l'hypertension. Ils ont mesuré régulièrement leur pression artérielle, et ont relevé les accidents cardiovasculaires survenus pendant cinq ans. La mesure de la pression comprend deux chiffres : le premier est la pression systolique, et correspond à la pression artérielle lors de la contraction du cœur. La seconde est diastolique, et correspond à la pression entre deux contractions du cœur. Au-delà de 140 millimètres de mercure (mm Hg) de pression systolique et de 80 mm Hg de diastolique, leur valeur souvent communiquée sous la



forme 14/8, le risque de développer une complication cardiovasculaire est plus élevé. Mais ce que les chercheurs ont

observé est qu'à l'inverse, en dessous de 120 mm Hg de pression systolique et de 70 mm Hg de diastolique (12/7), le risque

de complications était également supérieur chez les sujets soignés pour hypertension. Les accidents cardiovasculaires survenus plus souvent sont les infarctus du myocarde ou les arrêts cardiaques pouvant parfois conduire à un décès.

4 millions d'hypertendus non dépistés en France

La pression optimale n'est donc pas la plus faible possible, selon ces chercheurs, mais une valeur intermédiaire située entre 14/8 et 12/7 pour les personnes souffrant de troubles cardiovasculaires. "Nos résultats suggèrent que les praticiens devraient utiliser les traitements antihypertenseurs avec précaution chez les patients souffrant de maladies cardiovasculaires. Mais cela ne devrait pas détourner notre attention des efforts à faire pour diagnostiquer et traiter l'hypertension, qui reste massivement sous diagnostiquée et non traitée à travers le monde" conclut le professeur Philippe Gabriel Steg, dans un communiqué du site EurekaAlert. La Fédération Française de cardiologie rappelle quant à elle que la tension optimale est de 12/8, et que la France compte 10 millions d'hypertendus traités et 4 millions d'hypertendus non dépistés.

Les pays pauvres majoritairement atteints

Plus d'une personne sur sept dans le monde serait victime d'hypertension. Une pathologie qui touche désormais les pays les plus pauvres, qui n'ont pas toutes les ressources pour la combattre efficacement.

L'hypertension artérielle est l'un des principaux facteurs de risques de maladies cardiaques et d'accidents vasculaires cérébraux. Ces deux affections réunies constituent la première cause de décès prématuré et de handicap dans le monde. Ainsi, l'hypertension contribuerait à la survenue de près de 9,4 millions de décès par maladie cardiovasculaire chaque année. Un chiffre préoccupant quand le nombre d'adultes dans le monde atteints par cette pathologie est aujourd'hui estimé à plus d'un milliard.

Dans cette nouvelle étude, publiée dans le journal *Circulation*, les chercheurs de l'Université de Tulane (Nouvelles-Orléans) ont analysé les données de plus de 100 études démographiques dans 90 pays de 1995 à 2014.

Leurs résultats indiquent que près d'un tiers de la population adulte mondiale avait de l'hypertension en 2010.

De façon plus inattendue, les chercheurs se sont rendus compte pour la première fois que les adultes vivants dans des pays à faible ou moyen revenu étaient plus affectés par la pathologie que ceux dans des pays riches, soit un

écart de 3%.

"L'augmentation de la longévité et l'urbanisation, sont souvent accompagnées d'un mode de vie peu sain tel qu'un régime alimentaire comportant beaucoup de sodium, de graisse, de calories et un manque d'activité physique. Or ces facteurs peuvent jouer un rôle important dans l'épidémie d'hypertension des pays à faible et moyen revenu" souligne dans un communiqué le Dr. Jiang He, co-auteur de l'étude.

Un problème de santé publique dans les pays pauvres

Une disparité qui s'explique également par le fait que les pays plus riches ont de meilleurs moyens de traiter et de prévenir l'hypertension. Les campagnes de sensibilisation et le contrôle régulier de la pression sanguine sont un atout majeur que n'ont pas toujours les pays à faible et à moyen revenu.

Selon le Dr. He Jiang, beaucoup de pays pauvres possèdent des systèmes de santé bien trop surchargés, qui n'ont pas les ressources pour contrôler et traiter efficacement l'hypertension.

Le Dr. Katherine T. Mills, auteure de l'étude, ajoute que "si l'on veut pouvoir prévenir les maladies cardiovasculaires du foie, et les coûts supplémentaires qu'elle inflige à la société, l'hypertension doit être reconnue comme un problème de santé publique dans les pays à

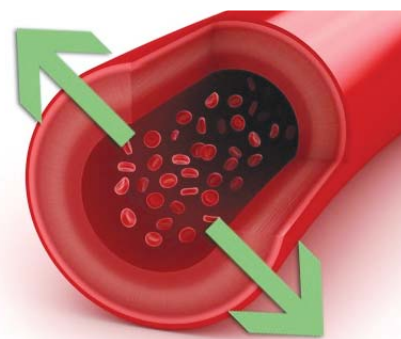
faible et moyen revenu".

"Le développement de programmes préventifs innovants et rentables pour combattre cette pathologie ne passera que par une collaboration entre les acteurs nationaux et internationaux" conclut le Dr. Mills avec fermeté.

En France, selon l'Institut de recherche et de documentation en écono-

mie de la santé (IRDES), les dépenses engagées pour l'ensemble des maladies cardio-vasculaires représentent 11,8 milliards d'euros, soit 10,7 % de la consommation de soins et biens médicaux nationaux et internationaux", conclut le Dr. Mills avec fermeté.

En France, selon l'Institut de recherche et de documentation en écono-



5 façons de normaliser votre tension naturellement

C'est aujourd'hui la Journée mondiale de l'hypertension artérielle, une affection qui touche 14 millions de personnes en France. L'occasion de découvrir quelques recettes naturelles qui permettent de normaliser la tension.

Buvez du jus de betterave

La betterave est un légume riche en nitrates, une substance chimique naturelle connue pour ses effets hypotenseurs. Un grand verre de 50 cl de jus de betterave peut aider jusqu'à faire baisser la tension de 5 points, grâce à son action sur les vaisseaux sanguins. L'occasion de tester notre recette de gaspacho aux betteraves et pruneaux.

Exposez-vous au soleil

N'hésitez pas à profiter des rayons du soleil dès qu'ils apparaissent (en pensant à protéger votre peau bien sûr) car sous l'effet des rayons du soleil, de petites quantités d'oxyde nitrique sont transférées des cellules de la peau à la circulation sanguine, faisant baisser la pression artérielle. En outre, l'exposition au soleil permet de synthétiser la vitamine D, une vitamine indispensable pour la régulation de notre tension artérielle.

Limitez la viande

C'est un conseil qui vient tout droit du Japon, où les médecins ont constaté que les végétariens avaient une tension artérielle moins élevée que les personnes qui mangent de la viande. Plus précisément, le régime végétarien a été associé à une baisse moyenne de la tension de 4,7 à 6,9 points. L'équivalent de la baisse enregistrée lorsqu'une personne hypertendue en surpoids arrive à perdre 5 kg. Cela s'explique par le fait que les végétaux contiennent peu de sodium (le principal ennemi des hypertendus) mais sont riches en potassium, qui permet de faire baisser la tension.

Prenez un petit-déjeuner très costaud

Le changement de mode de vie et de comportements (tabagisme, stress au travail, sédentarité, surpoids) ont favorisé l'apparition de plus en plus précoce de l'hypertension artérielle chez les femmes. Or, une étude israélienne récente a montré que les femmes qui prenaient un vrai repas au petit-déjeuner (comptant au moins 700 calories) et deux repas plus légers au cours de la journée, avaient une tension artérielle moins élevée que celles qui prenaient un petit-déjeuner léger et se rattrapant sur les deux repas suivants.

Pensez, en tous cas, à inclure un yaourt dans votre menu car le calcium qu'il contient a la capacité d'assouplir les vaisseaux sanguins et permet de les dilater légèrement, ce qui maintient une pression artérielle basse.

Un traumatisme cérébral jeune peut causer des problèmes à long terme

Les personnes ayant subi une lésion cérébrale à un âge jeune seraient davantage susceptibles de connaître des problèmes psychologiques ou comportementaux sur le long terme.

La rentrée n'est plus qu'à quelques heures. Les enfants vont reprendre les cours, ainsi que les activités extra-scolaires. Rugby, Boxe, BMX, si de nombreux sports ont regagné en popularité dernièrement, les accidents ne sont jamais très loin. Or un choc à la tête peut, dans certains cas, entraîner un traumatisme crânien.

En France, plus de 550 000 personnes par an sont victimes d'un traumatisme crânien. Même si, dans 90% des cas, il s'agit de formes dites « légères », elles ne sont pas forcément bénignes pour autant. Pire, chez les jeunes personnes, un traumatisme crânien, comme une commotion cérébrale, pourrait faire survenir des problèmes à un âge plus avancé.



Des effets plus marqués selon la gravité du traumatisme

Dans une récente étude, publiée dans la revue *PLOS Medicine*, des chercheurs de l'Université d'Oxford, au Royaume-Uni, ont observé l'évolution de 100 000 enfants et adolescents nés en Suède entre 1973 et 1985 ayant subi au moins un traumatisme cérébral avant l'âge de 22 ans. Ils ont comparé ce groupe avec leurs frères et sœurs n'ayant pas été blessés, et les ont suivis jusqu'à l'âge de 41 ans en moyenne. L'équipe de chercheurs a déterminé que les enfants ayant été victimes d'une lésion cérébrale avaient un plus grand risque de subir un certain nombre de problèmes de santé et d'insertion so-

ciale en grandissant. "Nous avons découvert qu'un traumatisme cérébral dans l'enfance prédisait de manière assez constante un risque ultérieur de mortalité prématurée, d'internement ou de consultation psychiatrique, un plus bas niveau d'éducation ou le fait que la personne aura droit au versement de pensions d'invalidité", s'inquiète Seena Fazel, de l'Université d'Oxford. "Les effets étaient plus marqués pour ceux ayant subi des traumatismes lourds ou récurrents, et pour ceux blessés alors qu'ils étaient plus âgés", ajoute le rapport d'étude.

Plus précisément, trois quarts des enfants ayant eu une lésion cérébrale étaient susceptibles de re-

cevoir une pension d'invalidité, quand 60% avaient des risques d'échouer à obtenir une qualification à la fin du lycée. Enfin, ces enfants avaient deux fois plus de chance d'être hospitalisés pour des raisons psychiatriques que les autres.

Des résultats controversés

Néanmoins, dans un article accompagnant l'étude menée en Suède, les docteurs Donald Redelmeier et Sheharyar Raza, du département de médecine de l'Université de Toronto, notent que "la plupart des gens semblent se remettre complètement" des commotions cérébrales, et "n'ont pas

d'effets à long terme". De plus, le temps moyen durant lequel les chercheurs ont suivi les patients était de seulement huit ans. Les effets à plus long terme d'une lésion cérébrale restent donc encore incertains.

Huw Williams, professeur associé de neuropsychologie à l'Université d'Exeter, n'en estime pas moins que les résultats de cette étude demeurent "très forts" et corroborent "à ce qui commence à émerger de différents domaines (sports, crimes, santé mentale), à savoir que des lésions cérébrales sont problématiques à long terme", conclut-il.

Le doppler pour identifier les risques de lésions après un traumatisme crânien

Après un traumatisme crânien, même léger, les médecins devraient faire passer un doppler transcrânien aux patients pour détecter les risques à long terme.

Analyser le cerveau avec un doppler après un traumatisme crânien permettrait de prédire les risques de complications, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Anesthesiology*. Si l'observation par un scanner ne révèle rien d'inquiétant, celle par le doppler transcrânien peut dévoiler les vrais risques à long terme de cette blessure. En effet, 20% des victimes d'un traumatisme crânien même léger sont touchées par une détérioration neurologique une semaine après l'accident.

Les chercheurs du CHU de Grenoble en France ont réalisé une étude avec 356 patients de plus de 16 ans, admis pour un traumatisme crânien mineur à léger dans 17 services d'urgences.

Comme le veut la procédure, tous les patients ont, dans un premier temps, été confrontés à un scanner et des tests cliniques (ouverture des yeux, stimulations motrices et verbales).

Alors que les résultats annonçaient un choc mineur, les scientifiques ont aussi fait passer 8 heures plus tard aux patients un doppler qui vérifie le flux sanguin dans le cerveau.

Les résultats de cette étude ont montré que



20% des patients ont subi des traumatismes neurologiques et que la majorité (80%) affichait un doppler anormal, avec un débit sanguin cérébral inférieur ou égal à 25 centimètres par seconde et l'index de pulsativité supérieur à 1,25.

Les scientifiques ont aussi remarqué que presque la totalité (98%) de patients avec un doppler normal n'ont pas eu de complications sur le long terme. Des résultats qui pourraient

modifier la prise en charge des patients et favoriser un suivi plus intensif de ceux qui affichent un doppler anormal.

"Ce diagnostic par doppler transcrânien pourrait donc permettre de discriminer les patients à risque dès l'admission hospitalière, afin d'améliorer leur triage aux urgences", explique Pierre Bouzat, premier auteur de l'étude, chercheur au Grenoble Institut des neurosciences.

TUNISIE

L'état d'urgence prolongé jusqu'au 31 décembre 2026

L'état d'urgence a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2026, sur l'ensemble du territoire national en Tunisie, a rapporté l'agence de presse tunisienne (TAP), citant le Journal officiel tunisien.

"Le décret n15 du 30 janvier 2026, portant prolongation de l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire national jusqu'au 31 décembre 2026, a été publié au Journal officiel de la République tunisienne, dans son numéro 14 de l'année 2026", a

précisé la même source. La précédente prolongation de l'état d'urgence avait été décrétée le 29 décembre dernier pour une durée d'un mois.

Il convient de rappeler que l'état d'urgence est reconduit sans interruption en Tunisie

depuis le 24 novembre 2015, à la suite de l'attentat terroriste ayant visé un bus de la garde présidentielle en plein centre de Tunis, ayant coûté la vie à 12 agents et fait 16 blessés parmi les forces de sécurité et les civils.

**TENSIONS DANS LA RÉGION ÉTHIOPIENNE DU TIGRÉ
L'UA appelle à une "retenue maximale"**

L'Union africaine (UA) est préoccupée par les derniers événements dans la région du Tigré, dans le nord de l'Éthiopie, et appelle toutes les parties à une "retenue maximale", a indiqué le président de la Commission de l'UA, Mahamoud Ali Youssouf.

M. Ali Youssouf a souligné, dans un communiqué vendredi, l'importance de préserver les résultats obtenus dans l'accord de cessation des hostilités, signé dans la capitale sud-africaine Pretoria en 2022 entre le gouvernement éthiopien et le mouvement Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) sous la médiation de l'Union africaine.

Il a appelé les parties "à s'abstenir de tout acte susceptible de saper la confiance et à résoudre

toutes les questions en suspens par un dialogue constructif, en pleine conformité avec les engagements et l'esprit de l'accord".

Le président de la Commission de l'UA a fait part de la disposition de l'UA à faciliter à nouveau le dialogue, la coopération et le renforcement de la confiance entre les parties "pour soutenir une paix et une stabilité durables dans la région du Tigré".

Ces derniers mois, des rapports ont fait état d'une nouvelle montée des tensions entre les parties au conflit ayant signé un accord de paix en 2022.

Jeudi, Ethiopian Airlines a annulé tous ses vols vers le Tigré.

SOUDAN

UNICEF: la crise humanitaire au Darfour met les enfants au bord du précipice

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a averti que les enfants du Soudan vivent au bord du précipice, soulignant que la crise humanitaire dans le pays s'aggrave rapidement et qu'une absence d'intervention internationale immédiate ne ferait qu'accroître leurs souffrances.

Eva Hinds, responsable de la communication de l'UNICEF au Soudan, a déclaré, lors d'une conférence de presse à Genève vendredi, que sa mission de dix jours au Darfour avait révélé une "catastrophe humanitaire d'une ampleur inédite".

Elle a ajouté que l'ampleur des déplacements forcés et l'effondrement des services essentiels placent les enfants dans une situation extrêmement critique.

Elle a décrit la situation dans la ville de Tole, où des centaines

de milliers d'enfants ont fui une violence indicible : "J'avais l'impression qu'une ville entière avait été arrachée de ses racines et reconstruite par nécessité et par peur.

C'est une ville reconstruite dans le désespoir, chaque famille y étant parce qu'elle n'avait d'autre choix que de fuir".

La responsable onusienne a souligné que l'accès à chaque enfant au Darfour pouvait nécessiter plusieurs jours de négociations et d'autorisations sécuritaires, avec des déplacements sur des routes difficiles et dans des zones de conflit aux lignes de front changeantes.

Elle a insisté sur le fait que chaque opération de livraison d'aide humanitaire comporte des risques, mais reste d'une importance vitale. Elle a ajouté que l'UNICEF et ses partenaires

avaient, en seulement deux semaines, vacciné plus de 140 000 enfants, pris en charge des milliers de cas de maladies et de malnutrition, rétabli l'accès à l'eau potable pour des dizaines de milliers de personnes, ouvert des classes temporaires et fourni de la nourriture ainsi qu'un soutien psychosocial et éducatif aux enfants.

Elle a averti que le Soudan, bien qu'il constitue la plus grande urgence humanitaire au monde, reste parmi les moins visibles en raison de l'accès limité, de la complexité du conflit, laissant la souffrance de millions d'enfants passer inaperçue.

"Cette situation exige une attention internationale urgente et des actions décisives pour sauver des vies d'enfants et prévenir l'aggravation des atrocités humanitaires", a-t-elle conclu.

TCHAD

Près de deux millions d'enfants affectés par une malnutrition aiguë (rapport onusien)

Un rapport publié par les Nations unies, en partenariat avec des acteurs régionaux et des organisations humanitaires, indique que près de deux millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois devraient souffrir de malnutrition aiguë au Tchad durant la période allant d'octobre 2025 à septembre 2026.

Le rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), rendu public mercredi, précise que "deux millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent ou risquent de souffrir de malnutrition aiguë au Tchad durant la période d'octobre 2025 à septembre 2026", soulignant que ce chiffre comprend environ 484.000 cas de malnutrition aiguë sévère nécessitant un traitement.

Le même rapport fait état de "près de 219.000 femmes enceintes ou allaitantes qui souffrent ou risquent de souffrir de malnutrition aiguë durant la même période".

La Classification souligne également que cette situation est principalement due "au manque de nourriture, à l'augmentation des taux de maladies chez les enfants, notamment la recrudescence de maladies telles que la rougeole et le choléra, ainsi

qu'à l'insécurité alimentaire touchant une large partie de la population", ajoutant que "les conditions insuffisantes en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène constituent des facteurs majeurs aggravant la situation".

S'agissant de la gravité de la situation actuelle, pour la période allant d'octobre 2025 à janvier 2026, huit zones sont classées en situation d'insécurité alimentaire aiguë d'urgence (phase 4 de l'IPC), tandis que 29 zones sont classées en phase 3 (phase de crise).

Le rapport met en garde contre le risque de dégradation de la situation dans 15 zones, susceptibles de passer de la phase 3 à la phase 4, portant ainsi à plus de 20 le nombre total de zones classées en phase 4.

Il est à noter que le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire est une initiative mondiale regroupant des agences des Nations unies, des partenaires régionaux et des organisations humanitaires.

L'insécurité alimentaire y est classée en cinq phases, la famine constituant le niveau le plus grave, correspondant à la phase 5.

SOUDAN DU SUD

L'aide humanitaire menacée par l'escalade de la violence dans l'Est (PAM)

L'escalade de la violence dans l'Etat de Jonglei, au Soudan du Sud, fait planer la menace d'une catastrophe humanitaire majeure, a mis en garde le Programme alimentaire mondial (PAM), exhortant les belligérants à cesser les hostilités et à garantir un accès humanitaire sécurisé.

"Cette escalade militaire n'aurait pas pu survenir à un pire moment", a déclaré vendredi le représentant par intérim du PAM au Soudan du Sud, Adham Effendi, déplorant que "la fenêtre d'opportunité pour venir en aide aux plus vulnérables se referme rapidement".

Selon le PAM, le risque d'embrasement du conflit pourrait contraindre une part significative des deux millions d'habitants de l'Etat à fuir pour survivre.

Près de 60 % de la population serait déjà exposée à une insécurité alimentaire critique à l'approche de la prochaine saison de soudure, période où les réserves des ménages s'épuisent avant les nouvelles récoltes et où la faim atteint son paroxysme.

Depuis mars 2025, l'armée sud-soudanaise, fidèle au président Salva Kiir, mène une offensive d'envergure contre les forces du Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition, dirigées par son rival Riek Machar.

Pour Anita Kiki Gbeho, représentante spéciale adjointe de l'ONU au Soudan du Sud, le Jonglei est devenu un épice du conflit, où s'affrontent directement les principales parties signataires de l'accord de paix.

"Alors que les combats opposent des forces armées, les civils sont pris entre deux feux, perdant leurs vies et leurs maisons", a-t-elle déclaré vendredi par visioconférence, lors du point de presse quotidien de l'ONU à New York.

Face à l'urgence, le PAM plaide pour une anticipation des distributions dès février, avant que les pluies et l'insécurité ne rendent certaines zones totalement inaccessibles.

NIGER

L'armée annonce avoir éliminé au moins 72 terroristes

Les Forces de défense et de sécurité (FDS) nigériennes ont annoncé avoir éliminé au moins 72 terroristes à travers le territoire national, dont plus de 50 lors de frappes aériennes ciblées menées entre les 19 et 25 janvier.

Selon le bulletin hebdomadaire d'information de l'armée, "48 suspects ont également été interpellés dans le cadre des opérations de sécurisation et de renseignement conduites sur le terrain".

Ces opérations ont par ailleurs permis "la destruction de logistiques ennemies d'importance majeure, réduisant de manière significative les capacités de nuisance" des groupes armés.

Parallèlement, les forces de sécurité nigériennes ont saisi "14 armes et leurs chargeurs, quatre postes de communication, environ 47.000 litres de carburant, près de 60 kg de chanvre indien, ainsi qu'environ 1,2 million de comprimés de substances nocives", précise la même source.

ATTAQUE TERRORISTE AU NIGERIA**Des dizaines de personnes tuées**

Des dizaines de personnes, dont des soldats, ont été tuées par des terroristes dans la nuit de mercredi à jeudi dans l'Etat de Borno (nord-est du Nigeria), ont indiqué des sources locales et médicales.

"Le bilan s'élève à plusieurs dizaines de morts (...) et de nombreux soldats sont portés disparus", a déclaré à des médias Ibrahim Liman, membre d'un groupe d'autodéfense.

Vingt corps, dont ceux de cinq soldats, de 15 ouvriers du bâtiment et de chasseurs locaux, ont été transportés à l'hôpital général de Biu, situé à 45 km de Sabon Gari, où l'attaque a eu lieu, selon M. Liman.

Bukar Yanta Ali, secrétaire d'un groupe de chasseurs à Yammarkumi, localité située à l'extérieur de la zone administrative locale de Biu, ainsi que deux infirmières de l'hôpital de Biu, ont confirmé avoir récupéré des corps et des blessés évacués de Sabon Gari.

Les victimes travaillaient sur le pont de Wajiroko, reliant les villes de Biu et Damboa, détruit l'an dernier par des terroristes et en reconstruction.

Les ouvriers regagnaient la base de Sabon Gari, située à cinq kilomètres, pour y passer la nuit.

APS

PALESTINE

GHAZA : la Ligue arabe intensifie la pression internationale pour l'aide humanitaire

La situation humanitaire dans la bande de Gaza continue de susciter une mobilisation diplomatique accrue au sein du monde arabe et de la communauté internationale.

Par Abed Meghit

Face à une crise humanitaire aggravée par deux années de guerre génocidaire menée par l'entité sioniste, la Ligue arabe a renouvelé son appel pressant en faveur d'une action internationale immédiate visant à accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire vers l'enclave palestinienne dévastée.

Cet appel a été formulé à l'occasion de la huitième réunion de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution à deux États, organisée à Dublin par le ministère irlandais des Affaires étrangères et du Commerce.

Cette rencontre internationale, marquée par la participation de délégations de plusieurs pays, s'inscrit dans un effort diplomatique visant à relancer les perspectives d'une paix juste et durable au Proche-Orient, fondée sur le respect du droit international et des résolutions onusiennes.

La Ligue arabe était représentée par le secrétaire général adjoint chargé du dossier palestinien et des

territoires arabes occupés, Fayez Mustafa.

Dans son intervention, ce dernier a insisté sur l'urgence humanitaire extrême que traverse Gaza, appelant la communauté internationale à exercer des pressions concrètes sur l'occupant sioniste afin de lever les obstacles entravant l'entrée de l'aide humanitaire.

Il a souligné que la poursuite du blocus et des agressions constitue une violation flagrante des droits fondamentaux du peuple palestinien.

Au-delà de l'aide d'urgence, Fayez Mustafa a plaidé pour le lancement immédiat de programmes de relèvement précoce et de reconstruction, indispensables pour restaurer un minimum de dignité aux populations civiles sinistrées.

Il a rappelé que toute démarche humanitaire durable doit s'inscrire dans une perspective politique claire, visant à mettre fin à l'occupation et à permettre au peuple palestinien d'exercer pleinement son droit inaliénable à l'autodétermination.

La réunion de Dublin



s'est tenue dans un contexte international marqué par une prise de conscience croissante de l'impasse politique et humanitaire.

La solution à deux États, avec la création d'un État palestinien indépendant et souverain ayant El-Qods pour capitale, demeure, selon la Ligue arabe, l'unique voie crédible pour parvenir à une paix durable, garantissant sécurité et stabilité à l'ensemble de la région. Les participants ont souligné que l'inaction internationale face à la catastrophe humanitaire à Gaza risque d'aggraver les tensions régionales et de compromettre toute perspective de règlement poli-

tique. Dans ce cadre, la mobilisation diplomatique de la Ligue arabe vise à maintenir la question palestinienne au cœur de l'agenda international, en rappelant que la paix ne peut être dissociée du respect des droits du peuple palestinien.

À travers cet appel renouvelé, la Ligue arabe réaffirme sa position constante en faveur d'une solution politique juste et globale, fondée sur la légalité internationale, tout en exhortant la communauté internationale à assumer pleinement ses responsabilités face à l'une des crises humanitaires les plus graves de notre époque.

Le Hamas salue la condamnation par 11 pays occidentaux des mesures sionistes contre l'UNRWA

Le Mouvement de résistance palestinien, Hamas, a salué jeudi la condamnation par neuf pays européens ainsi que le Canada et le Japon, des mesures arbitraires prises par l'entité sioniste à l'encontre de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), notamment la démolition de ses locaux à El-Qods occupée, appelant à traduire ces positions en actions concrètes pour faire pression sur l'occupation.

Dans un communiqué publié sur son site officiel, le mouvement a déclaré : "Nous saluons la condam-

nation par neuf pays européens, le Canada et le Japon des mesures arbitraires de l'occupation contre l'UNRWA, ainsi que la démolition de ses locaux à El-Qods occupée, et leur demande de garantir la poursuite de l'activité de l'agence onusienne afin d'acheminer l'aide humanitaire au peuple palestinien en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza".

Le Hamas a appelé ces pays à traduire leur position en "mesures pratiques de pression" sur l'occupation, afin de garantir la reprise de l'action

humanitaire de l'UNRWA au profit du peuple palestinien, qui vit une catastrophe humanitaire provoquée par l'occupation sioniste.

Le mouvement a également exhorté d'autres pays du monde à "adopter des positions similaires pour condamner le comportement de l'occupation, faire pression sur elle afin qu'elle mette fin à ses mesures et à son agression contre l'UNRWA, et permettre à l'Agence d'accomplir ses missions humanitaires conformément à son mandat onusien, sans restrictions ni

chantage". Mercredi, neuf pays européens ainsi que le Canada et le Japon avaient condamné les opérations de démolition menées par l'occupation sioniste contre le siège de l'UNRWA à El-Qods occupée le 20 janvier courant.

Ils ont appelé aussi l'occupation à ouvrir tous les points de passage avec la bande de Gaza et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire vers le territoire, conformément au droit international, ainsi qu'à mettre fin à toutes les opérations de démolition en Cisjordanie occupée.

PAKISTAN

41 hommes armés éliminés dans le sud-ouest du pays

Quarante-et-un hommes armés ont été éliminés dans deux opérations sécuritaires distinctes menées dans le sud-ouest du pays, ont rapporté samedi des médias, citant un communiqué de l'armée.

Ces opérations ont été menées sur la base de renseignements faisant état de mouvements des hommes armés dans les districts de Harnaï et Panjgour, dans la province du Balouchistan.

Elles s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour éradiquer les groupes armés opérant dans plusieurs régions du pays et ciblant aussi bien les militaires que les forces de sécurité que les civils.

CHYPRE

ONU : prorogation du mandat de la mission de maintien de la paix

Le Conseil de sécurité des Nations unies a prorogé le mandat de la Force des Nations unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour une année supplémentaire, jusqu'en janvier 2027.

La décision a été adoptée vendredi par 13 voix pour, avec deux abstentions, prorogant ainsi le mandat de la mission jusqu'au 31 janvier 2027.

Le Conseil a exprimé son plein soutien à la mission, soulignant la nécessité pour toutes les parties de respecter les attributions et l'autorité qui lui sont conférées dans la zone tampon, de s'abstenir de toute action unilatérale contraire à celles-ci, de respecter la liberté de mouvement de la mission et de coopérer pleinement avec elle.

MYANMAR

L'ONU appelle à la retenue et au respect du droit international humanitaire

Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a condamné toutes les formes de violence et la dégradation de la situation au Myanmar, appelant à la retenue et au respect du droit international humanitaire.

Cité vendredi par le porte-parole adjoint de l'ONU, Farhan Haq, M. Guterres s'est dit préoccupé par "la détérioration rapide de la situation au Myanmar et ses graves répercussions régionales, notamment l'augmentation de la criminalité transnationale et des déplacements massifs". Il a précisé que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et au-delà des frontières est estimé à environ 5,2 millions, en plus de l'insécurité alimentaire, de l'instabilité économique et de l'escalade des violences.

Le SG de l'ONU a condamné toutes les formes de violence et exhorté les parties à "faire preuve de la plus grande retenue, à respecter le droit international des droits de l'Homme et le droit international humanitaire, et à permettre un accès humanitaire sûr, durable et sans entrave aux Nations unies et à leurs partenaires afin d'acheminer l'aide et les services essentiels à toutes les personnes dans le besoin".

Il a également réaffirmé sa solidarité avec le peuple du Myanmar et ses aspirations démocratiques à une société inclusive, pacifique et juste, soulignant la nécessité de "garantir la protection de toutes les communautés, y compris les Rohingyas".

APS

HAÏTI

Le Conseil de sécurité renouvelle pour un an le mandat de la mission de l'ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé jeudi de renouveler pour un an le mandat de la mission politique des Nations unies en Haïti, le BINUH.

Dans une résolution présentée par les États-Unis et le Panama, adoptée à l'unanimité par ses quinze membres, le Conseil a décidé de proroger jusqu'au 31 janvier 2027 le mandat du BINUH.

Le Conseil de sécurité se dit "inquiété" de la situation critique qui règne en matière de sécurité et du manque de progrès accomplis par les

parties prenantes haïtiennes en ce qui concerne la transition politique.

Il condamne l'augmentation des violences, des activités criminelles et des violations des droits humains".

Il est aussi préoccupé par "la circulation continue d'armes et de munitions illicites à destination de Haïti".

Le Conseil de sécurité a révisé le mandat du BINUH, qui est chargé de couvrir six tâches clés de manière intégrée avec les entités des Nations unies présentes dans le pays.

Ces tâches portent sur l'assistance électorale et la facilitation d'un dialogue national inter-haïtien en soutien aux processus politique et constitutionnel, l'appui à la réduction de la violence communautaire et au désarmement, au démantèlement et à la réintégration des gangs armés, l'assistance aux autorités haïtiennes dans le secteur de la justice, et le suivi et la communication d'informations sur les cas de violence des gangs, les activités criminelles et les violations des droits humains.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

Ouverture des candidatures pour le Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi 2026

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé, mercredi, l'ouverture des candidatures pour l'édition 2026 du Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi.



Les candidats âgés de moins de 35 ans au 1^{er} janvier en cours souhaitant participer à ce concours annuel, sont invités à déposer leurs dossiers de candidature, entre le 1^{er} février et le 15 mars, au niveau des directions de la culture et des arts des wilayas ou via la plateforme numérique du ministère de la Culture et des Arts, à l'adresse suivante : <https://e-services-culture.dz/prix-ali-maachi>, a précisé un communiqué du ministère. Le Prix Ali-Maâchi récompense les œuvres litté-

raires (roman, poésie et œuvre écrite de théâtre) et les œuvres artistiques (œuvres musicales, arts lyriques et chorégraphiques, arts cinématographiques et audiovisuels, œuvre dramatique -théâtre- et arts plastiques).

Le dossier de candidature à ce concours, ouvert aux jeunes créateurs âgés de 18 à 35 ans, comprend une demande manuscrite de participation, une déclaration sur l'honneur attestant de la propriété de l'œuvre, un CV accompagné d'un

exposé des œuvres du candidat, et un exemplaire de l'œuvre présentée pour le concours accompagnée d'une fiche technique.

Créé en 2006 en vertu d'un décret présidentiel, le Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi est destiné aux jeunes créateurs de moins de 35 ans. Il est décerné aux trois premiers lauréats dans chaque discipline, et ce, le 8 juin de chaque année, à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste.

THÉÂTRE RÉGIONAL DE CONSTANTINE

Atelier de formation en arts dramatiques

Le Théâtre régional Mohamed Tahar Fergani de Constantine organise un atelier de formation en arts dramatiques couvrant plusieurs spécialités et s'étalant jusqu'au mois d'août prochain, a indiqué jeudi le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya.

L'atelier sera encadré par une élite d'enseignants et de spécialistes et inclura des sujets relatifs à l'histoire du théâtre, la mise en scène, la scénographie, la chorégraphie, la critique, l'interprétation théâtrale, l'écriture dramatique ainsi que la musique, a précisé à l'APS, Farid Zaïter.

Ce programme de formation vise à perfection-

ner les compétences des participants et à développer leurs capacités artistiques et intellectuelles à travers un accompagnement académique et pratique, permettant de découvrir de jeunes talents et de former une nouvelle génération de praticiens du théâtre qualifiés, a-t-il ajouté.

L'atelier s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère de la Culture et des Arts visant à promouvoir l'action théâtrale et à renforcer la formation continue, contribuant ainsi à relancer la dynamique culturelle et à soutenir la créativité artistique.

PERSONNALITÉS

Commémoration à Alger du 27^e anniversaire de la disparition de Rouiched

La Bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya d'Alger a commémoré, mercredi, le 27^e anniversaire du décès de l'artiste Rouiched (1921-1999), mettant en valeur ses qualités artistiques et créatives à travers un éclairage porté sur ses œuvres théâtrales, cinématographiques et télévisuelles.

Cette rencontre dédiée à Rouiched, de son vrai nom Ahmed Ayad, s'est déroulée en présence de plusieurs artistes et chercheurs qui ont retracé le parcours de l'artiste ainsi que ses contributions au théâtre, au cinéma et à la télévision, laissant une empreinte dans la mémoire populaire algérienne.

Saluant cette initiative qui ravive la mémoire de son père, le fils de l'artiste disparu, le comédien Mustapha Ayad, a d'abord rappelé que Rouiched était "une figure profondément populaire qui a beaucoup donné au Théâtre national algérien et qui a connu un succès remarquable grâce à son intelligence artistique et à la sincérité de sa créativité".

Il a également appelé à la "réédition des œuvres théâtrales de Rouiched dans de nouvelles conceptions scéniques, afin de préserver sa mémoire, précisant que son père écrivait lui-même ses textes, que ce soit pour le théâtre ou le grand écran, en s'inspirant de son environnement social", ajoutant qu'"il était à l'écoute des moindres détails de son milieu, dont il puisait des idées incarnées dans des œuvres marquantes".

De son côté, le dramaturge Ibrahim Chergui a qualifié Rouiched d'"icône artistique", estimant qu'il "possédait une vision prospective et une capacité à proposer de profondes lectures sociales à travers ses rôles comiques, avec un style éblouissant".

"Rouiched est un exemple à suivre dont les œuvres abouties et distinctives" méritent d'être étudiées et mises en lumière, son parcours constitue "une vraie leçon de vie artistique qui montre le cheminement d'un autodidacte devenu un grand artiste".

Le réalisateur cinématographique Saïd Mahdouai a, quant à lui, affirmé que le travail créatif et le talent artistique de Rouiched méritent aujourd'hui "une analyse approfondie et une valorisation dans l'interprétation du personnage de Hassan", brillamment incarné dans plusieurs œuvres.

Les œuvres "Hassan Terro" (1963) et "El Bawaboun" (les concierges-1970), ainsi que ses rôles dans des films comme, "L'évasion de Hassan Terro", "Hassan Taxi" et "Hassan En-niya", sont l'"illustration même de son génie hors du commun", a expliqué Saïd Mahdouai.

Le cinéaste a conclu en rappelant que le défunt était "visionnaire, disposant d'une conscience artistique en avance sur son temps et d'un sens aigu de l'improvisation qui croisait plusieurs expériences algériennes établies et confirmées, celles de Rachid Ksentini et Mohamed Touri notamment, avec une influence manifeste de Charlie Chaplin dans ses interprétations.

De son côté, la réalisatrice Fatma Ouzane a enfin estimé que l'"expérience artistique" de Rouiched était "exceptionnelle" dans la mesure où il "respectait ses personnages en les incarnant avec une grande concentration et une profonde sincérité qui les libéraient de la rigidité et les rapprochait de la réalité et de la sensibilité du public".

Né dans le quartier de la Casbah à Alger, Rouiched est l'un des artistes algériens les plus connus, entamant sa carrière artistique dans les années 1940, pour s'illustrer juste après dans de nombreuses œuvres théâtrales et cinématographiques, créant son propre personnage et un style bien à lui qui ont immortalisé son nom.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية الأغواط
مديرية البنية

قرار رقم: 26/81 المؤرخ في 26 جففي 2026 يتضمن فتح تحقيق عمومي حول مشروع تخزين المتبقيات الزراعية لفائدة السيد شطة طاهر بمنطقة برج السنوسي بولاية الأغواط

إن وإلى الأغواط ومقتضى القوانين المعمول بها بالتراجع من السيد مدير البنية

- بقرير -

المادة الأولى: يترفع في فتح تحقيق عمومي حول مشروع تخزين المتبقيات الزراعية لفائدة السيد شطة طاهر بمنطقة برج السنوسي بولاية الأغواط

المادة 02: يجرى هذا التحقيق بإقليم بولاية الأغواط مدة 15 يوم من تاريخ فتح هذا القرار.

المادة 03: يعين السيد: قري في إيمان محافظا مسبقا بولاية الأغواط ويتعين عليه بهذه الصفة فتح سجل على مستوى مقر بولاية الأغواط حيث يكون في متناول المواطنين لإبداء الملاحظات حول المشروع.

المادة 04: يكون الإطلاع على ملف التحقيق العمومي للشروع في سجل بفتح بولاية الأغواط حسب التوقيت الرسمي لإبداء ما عدا أيام العطلة والأعياد.

المادة 05: يعلن هذا التحقيق في جريدتين وطنيتين على الأقل على حساب صاحب المشروع كما يعلن هذا القرار في مقر بولاية الأغواط

المادة 06: يكلف المحافظ المسبق أيضا بإجراء كل التحقيقات أو جمع المعلومات الكافية الرامية إلى توضيح الغوالب المحيطة للمشروع، ويصدر تقريراً مفصلاً بشأن كل تفاصيل تحقيقه ويرسله إلى السيد الوالي.

المادة 07: يبرر مفعول هذا القرار من تاريخ إصداره.

المادة 08: يكلف السادة: الأمين العام للولاية، مدير التقنين والشؤون العامة، مدير البنية، رئيس دائرة الأغواط، رئيس المجلس الشعبي لولاية الأغواط، قائد المجموعة الإقليمية للترك الوطني، ورئيس أمن الولاية، كل فيما يخصه بتنفيذ هذا القرار الذي ينشر في مصنف القرارات الإدارية للولاية.

ALGÉRIE - CHINE

Spectacle musical et artistique à Alger à l'occasion de la Fête du printemps chinois

L'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh a accueilli, mercredi soir, un spectacle musical et artistique, à l'occasion de la Fête du printemps chinois, célébrant le Nouvel An.

Le spectacle s'est déroulé en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, de l'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, ainsi que d'un large public de tous âges, qui a pu apprécier, pendant près de deux heures, des pièces musicales traditionnelles et des tableaux artistiques inspirés du folklore populaire chinois, exécutés par la troupe de Ganzhou.

A cette occasion, Mme Bendouda a indiqué que la présentation de ce spectacle en Algérie "témoigne de la profondeur des relations unissant l'Algérie et la Chine, lesquelles sont fon-

dées sur l'amitié, le respect mutuel et la coopération constructive dans les domaines politique, économique et culturel".

Le public a ainsi assisté à des prestations de haut niveau présentées par la troupe de Ganzhou, reconnue pour son engagement dans la préservation du patrimoine musical et artistique authentique de la Chine.

Le spectacle a été marqué par des pièces musicales traditionnelles interprétées à l'aide d'instruments chinois ancestraux, ainsi que des tableaux artistiques inspirés du folklore populaire, reflétant la richesse et la diversité du patrimoine culturel chinois.

La Fête du printemps chinois, également connue sous le nom de Nouvel An chinois, est l'une des fêtes tradi-

tionnelles les plus anciennes et les plus importantes en Chine.

Elle symbolise le renouveau, les nouveaux départs, le rassemblement familial et la diffusion des valeurs d'optimisme et de paix.

Cette célébration est étroitement liée à des rituels artistiques et culturels transmis de génération en génération, notamment la musique et les danses populaires, qui constituent un moyen d'expression de l'identité culturelle chinoise.

L'organisation de ce spectacle s'inscrit dans le cadre de la coopération culturelle entre l'Algérie et la République populaire de Chine, en coordination entre l'Opéra d'Alger et l'ambassade de Chine en Algérie, selon les organisateurs.

ALGÉRIE - CHINE

Le Général d'Armée Saïd Chanagriha suit l'opération de lancement du deuxième satellite Alsat-3B (MDN)

Le Général d'Armée Saïd Chanagriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a suivi, samedi, depuis la station terrestre de télé-détection, l'opération de lancement du deuxième satellite Alsat-3B qui fait suite à celui d'Alsat-3A, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la poursuite de la consolidation et du développement des capacités nationales dans le domaine de la surveillance spatiale, et en parachèvement de l'architecture du système de surveillance terrestre à haute résolution Alsat-3, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanagriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a suivi, ce samedi matin 31 janvier 2026, au niveau de la station terrestre de télé-détection, l'opération de lancement du deuxième satellite Alsat-3B", précise la même source.

"A l'entame, et après la cérémonie d'accueil donnée par le Général-major Ali Sidane, Commandant de la 1^{ère} Région militaire, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanagriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a suivi des exposés et des explications détaillées sur le satellite Alsat-3B et ce, en présence de Son excellence l'ambassadeur de la République populaire de Chine, du directeur de l'Agence spatiale algérienne et des chefs de départements et des directeurs centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP".

"Le Général d'Armée a ensuite suivi l'opération de lancement du satellite Alsat-3B à 5h 1mn (heure locale) 12h 1mn (Chine) et qui intervient à la suite de la réussite du lancement du satellite Alsat-3A, en date du 15 janvier courant, depuis la base de lancement de Jukun au nord-ouest de la Chine", ajoute le communiqué.

"Cette opération de lancement, la deuxième en son genre en l'espace de moins d'un mois, a été couronnée de plein succès, constituant ainsi un grand exploit, de même qu'une nouvelle étape dans le processus de construction de l'Algérie nouvelle et triomphante".

"Ensuite, Monsieur le Général d'Armée a prononcé une allocution dans laquelle il a transmis à l'assistance



les félicitations et les encouragements de Monsieur le président de la République, qui a suivi de près toutes les étapes de préparation et de mise en œuvre de ce projet qui mérite d'être une source de fierté pour tout le peuple algérien", note le MDN.

"A la suite du lancement réussi du satellite Alsat-3B que nous venons de suivre, ce matin du samedi 31 janvier 2026, qui intervient après celui du satellite Alsat-3A, exécuté le 15 janvier courant, il m'est agréable de vous transmettre les félicitations et les encouragements de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, qui a accordé un intérêt particulier à ce projet et suivi de près toutes les étapes de préparation et de mise en œuvre de telles réalisations", a déclaré le Général d'Armée Saïd Chanagriha qui a également tenu à adresser, en son nom personnel, "l'expression de ses plus vives félicitations à l'ensemble des intervenants, en les exhortant à mettre à profit les connaissances et les expériences acquises, à même d'assurer une parfaite maîtrise de ces satellites". "Je tiens également à adresser, en mon nom personnel,

l'expression de mes plus vives félicitations aux cadres et personnels de l'Agence spatiale algérienne, ainsi qu'aux différents services et compétences de l'Armée nationale populaire, qui ont contribué à la concrétisation de ces projets, en exhortant l'ensemble des concernés à mettre à profit les connaissances et les expériences acquises, à même d'assurer une parfaite maîtrise de ces satellites, non seulement en ce qu'il s'agit de l'emploi et du contrôle de leurs composantes, mais aussi en ce qui concerne la poursuite du processus de développement des technologies spatiales en Algérie", a souligné le Général d'Armée.

"Ces grandes réalisations constituent, par ailleurs, une nouvelle étape dans le processus de construction de l'Algérie nouvelle et triomphante, tel qu'en témoigne, à titre d'exemple, ce à quoi nous allons assister demain à Gara Djebilet, à l'occasion de l'inauguration de la ligne ferroviaire reliant Béchar et Tindouf qui contribuera considérablement à l'exploitation de cette importante mine et reflètera ainsi la vraie image de l'Algérie émergente, souveraine dans ses choix et ses décisions", a-t-il poursuivi.

"A l'issue, Monsieur le Général d'Armée a exprimé ses marques de remerciement et de considération à son excellence l'ambassadeur de la République populaire de Chine pour l'engagement sincère accordé par la République populaire de Chine à la coopération avec notre pays, que ce soit pour la concrétisation de cet ambitieux projet ou les différents projets structurants contribuant à l'élan de développement du pays".

"Au terme de cette visite, Monsieur le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, a procédé à la signature du livre d'or de la Station terrestre de télé-détection", conclut le communiqué du MDN.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BISKRA
DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION
SERVICE CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

NIF : 097507019069808

MISE EN DEMEURE N° 01

La Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de la

Wilaya de Biskra Mis En Demeure : L'Entreprise Baghdadi Omar, Titulaire

Du Contrat N° 28/2024 du 07/05/2024 relatif de projet : 50 Logement Ruraux groupée + 160 Logement Ruraux groupée Commune De Laghrou, Lot 06 : Aménagement extérieur :

- De Notifier L'ordre Du Service De Démarrage.
- De Reprendre Toutes Les Dispositions Nécessaires Pour Rattraper Le Retard Enregistré.

Dans Un Délai de (72 Heures) Dés La Première Parution De La Présente
Mise En Demeure Aux Quotidiens Nationaux.

Faute Par L'entreprise De Satisfaire à Ces Obligations ,
Il Lui Sera Fait Applications ,
Des Mesures Coercitives Prévues Par La Réglementation En Vigueur.

DK NEWS

Anep : 2616002985 du 01/02/2026

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA TIMIMOUN

MISE EN DEMEURE N°01

Vu le Marché visé par la commission des marchés de la wilaya en date du 29/05/2025 sous le numéro 080/2025 et par le contrôleur financier sous le numéro 335 en date du 18/06/2025, portant la réalisation d'une école primaire type (02) au Niveau du site H.R.G 770+L.S 170+L.P. L 45 à la commune de Ouled Aissa, Wilaya de Timimoun (cités d'habitat intégrées 2025).

- Vu l'ordre de service N°: 24 du 19/06/2025 prescrivant le démarrage des travaux.
- Vu le délai de la réalisation qui est de 06 mois.
- Vu le retard enregistré par rapport au délai contractuel fixé à 06 mois.
- Vu les rapports mensuels du bureau d'études et Les visites de chantier de nos services techniques en absence moyen humains et matériels sur chantier.
- Vu le retard considérable pour le rattrapage dans le délai de Réalisation.

L'entreprise ADJLAON Travaux Construction et Hydraulique et travaux Public Électricité Réseau Dévier KABOUIA Mohammed domicile Rue ATAOTAT Abd elkader Adrar est mise en demeure pour la première fois pour reprendre les travaux et renforcer le chantier en moyen humains et matériels et remédier au retard de réalisation dans un délai de (48h) à compter de la date de la première parution de la présente mise en demeure sur le BOMOP ou les quotidiens nationaux.

Faute de quoi des mesures coercitives réglementaires seront appliquées à l'encontre de Votre entreprise.

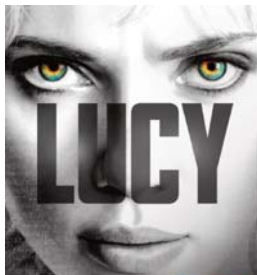
DK NEWS

Anep : 2616003070 du 01/02/2026

Programme de la soirée

TF1 20:10

Lucy



Dans les ruelles de Taipei, où les ombres de la criminalité organisée se mêlent à l'effervescence des nuits urbaines, Lucy (Scarlett Johansson), une jeune Américaine expatriée, se retrouve piégée dans un cauchemar bien plus grand qu'elle. Alors qu'elle accepte naïvement de livrer une mystérieuse mallette pour un ami, elle tombe entre les griffes de Jang, un trafiquant coréen impitoyable, chef d'un empire clandestin spécialisé dans une drogue révolutionnaire : le CPH4. Sans lui laisser le temps de comprendre, les hommes de Jang la transforment en "mule" malgré elle, insérant dans son abdomen un sachet contenant la substance ultra-puissante.

France 2 20:10

La Petite



Joseph Siprien (Fabrice Lucchini) mène une existence solitaire, rythmée par le silence de son veuvage et la routine de son métier. Cet équilibre précaire vole en éclats lorsqu'un coup de téléphone lui apprend l'impensable : son fils Emmanuel, qu'il voyait trop rarement, a péri dans un accident d'avion avec son compagnon Joachim. Le choc de la nouvelle est d'autant plus violent que Joseph ignorait presque tout de la vie de son fils, y compris ce projet secret qu'Emmanuel et Joachim portaient en eux : devenir pères grâce à une mère porteuse.

France 3 20:10

Meurtres en eaux troubles - Saison 1



Mara Eisler, la nouvelle recrue qu'Oberländer et Komlatschek attendaient désespérément, ne va pas avoir le temps de s'ennuyer pour son premier jour en leur compagnie. Avant même de prendre son service, alors qu'elle faisait son footing sur les rives du lac de Constance, elle trouve au pied d'un arbre à souhaits le corps sans vie d'une jeune femme qui a vraisemblablement été victime d'un meurtre. Une fois les présentations faites et la visite du commissariat achevée, Mara se met au travail, épiluche les dernières déclarations de disparition, et identifie la victime : Rebecca Lienhardt, 33 ans, installée à Bregenz depuis un an, en couple avec un collègue de travail de Prixner. Avionik, une entreprise spécialisée dans le secteur des drones.

CANAL+ 20:00

Rugby : Top 14



Top 14. 16^e journée. Pau / Toulon.

6 20:10

Capital

CAPITAL

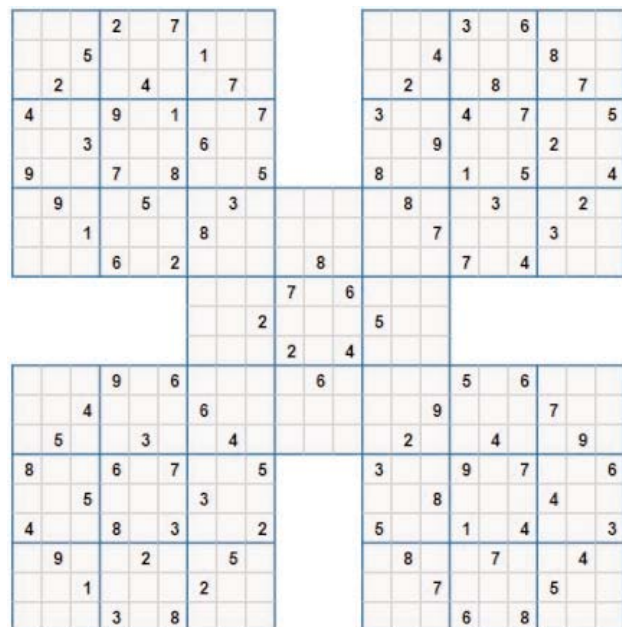
A l'heure où les comptes publics sont scrutés à la loupe, comment les maires gèrent l'argent des municipalités ? Selon les cas, les sommes engagées peuvent très vite monter haut. Certains maires adaptent leurs frais de fonctionnement en fonction des attentes des populations et des chantiers en cours. Dans la perspective des élections municipales 2026, les frais de gestion des communes seront au cœur des préoccupations des administrés. Dans certains cas, les dépenses peuvent apparaître opaques, abusives ou tout du moins posent questions quant à la priorité qu'on leur accorde. "Capital" se penche sur cette question pragmatique qui touche au cœur de la vie citoyenne.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2912

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



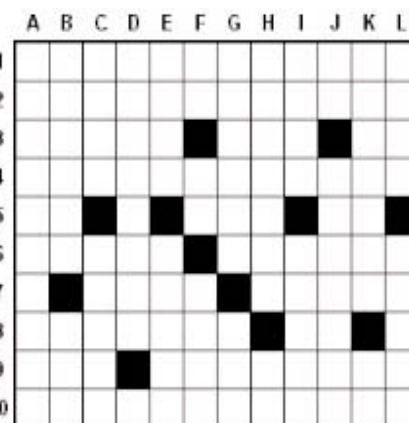
"Toujours à nouveaux maux naissent nouvelles peines." Régnier



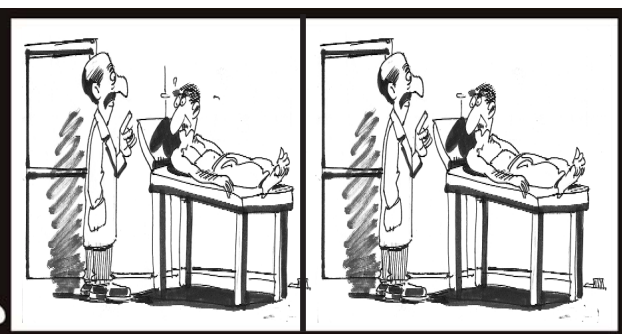
Mots croisés n°2912

Horizontalement :
1 - Service portuaire
2 - Manifestation bruyante du destrier
3 - Vengeance de truite - C'est moi, étendu sur un divan - Eau d'audomarois
4 - Chercheraient de façon indiscrète
5 - Rapporteur souvent inconnu - Il n'est pas très large - Lettre de matheux
6 - Et parfois abusait - Amiral américain
7 - Habitants de bocal - Un peu folle
8 - Qui représente un certain nombre - Chemin de haleur
9 - Temps de règne - Riras doucement, mais à l'ancienne
10 - Bien que suivant une ligne, ferait de nombreux tours et détours

Verticalement :
A - Sournaises
B - Changeons d'atmosphère - Gibier de vieux gaulois
C - Bandage sous pression - Se montrer très attaché
D - Paralysé par l'autorité
E - Bien à toi - Lieu de culture
F - Virtuose - Erbium au labo - Graisse de sanglier
G - Beau col pour un alpin - Il est gros pour un vainqueur
H - Non pour un militaire - Guide de mine
I - Effervescence - Confondre
J - Bordure du Pertuis d'Antioche - Fera la peau lisse
K - Absence d'importance - Brésilien pas très rapide
L - Profession - Cité des Pays-Bas



7 erreurs



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1612

désolé- ras navires de guerre	↓	crabes laineux	↓	enroula encais- sée	↓	répit beaux voiliers	↓	grande nation petit cours	↓	surveillai	↓	qisement	↓
↳		↓		↓		↓		↓		ourlet	→	↓	
forte ma- joration	→									angoisse	↓		
dédiai	↳												
↳									aigle des mers monnaie romaine	→			
font la peau lisse	→	déchiffré	→		élevais	→			↓				voies de passage
↳		fréquen- tatif	↓		variation de ton	↓		aride	→		fin d' infinitif	→	↓
							pètent	↓			vocalise	↓	
temps de canicule	→			élimées	→					licen- cieux hurle- ment	→	↓	
↳				point sur la rose	↓		lutte libre soldat U.S.	→		↓			quouffres naturels
erbiu du chimiste linque de lit	→		collerais	→			↓						↓
↳			bonnets grecs	↓									
				centrale d'espions travail d'écolier	→			lieu de combat	→				nourri- ras (se)
sinque araignée souvent employé	→			↓		faux semblant patiente meneuse	→	↓		cachés	→		↓
↳						anciens poètes saillies du coude	→	↓		courbe sur neige	↓	saisi	→
												maisons de fous	↓
	usiné	→							agence russe	→			
fleuve de Sibérie	↳	ialonnais	↓						à payer	↓			
↳			isole- ments rassem- blera	→								nickel au labo	↓
conduite	→		↓					remâche l'herbe	→				
sonnerie funèbre	↳							sorties	↓				
↳				extrême tension	→						matière textile amoncel- lement	→	
				parfum	↓						↓		
ville sur la Tille	→		petits carrés cité antique	→				élue mais écourtée faux marbre	↓			trou de peau	↓
↳			↓			siqle papal quatre saisons	→	↓	dévidoir de cocon âge géo- logique	→			
↳												matière de pépite alumi- nium	→
↳				leader	→						orateur à plumes	→	
↳													
↳						bien fixés	→						

Solution

Sudoku n°2912

3	4	9	2	1	7	5	6	8
6	7	5	8	9	3	1	4	2
1	2	8	5	4	6	9	7	3
4	5	2	9	6	1	3	8	7
7	8	3	4	2	5	6	1	9
9	1	6	7	3	8	4	2	5
8	9	7	1	5	4	2	3	6
2	6	1	3	7	9	8	5	4
5	3	4	6	8	2	7	9	1
1	8	9	7	5	6	3	4	2
4	7	2	8	3	9	5	6	1
3	6	5	2	1	4	7	9	8
2	7	8	9	4	6	5	1	3
9	3	4	1	8	5	6	2	7
1	5	6	7	3	2	9	4	8
8	2	3	6	1	7	4	9	5
7	8	5	2	9	4	3	8	1
4	1	9	8	5	3	7	6	2
3	9	7	4	2	1	8	5	6
6	8	1	5	7	9	2	3	4
5	4	2	3	6	8	1	7	9

Mots Croisés n°2912

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	C	A	P	I	T	A	I	N	E	R	I	E
2	H	E	N	N	I	S	S	E	M	E	N	T
3	A	R	E	T	E		E	G	O		A	A
4	F	O	U	I	N	E	R	A	I	E	N	T
5	O	N		M		R	A	T		P	I	
6	U	S	A	I	T		N	I	M	I	T	Z
7	I		I	D	E	S		F	E	L	E	
8	N	U	M	E	R	A	L		L	E		I
9	E	R	E		R	I	O	T	E	R	A	S
10	S	E	R	P	E	N	T	E	R	A	I	T

Grille géante n°1612

D	D	E	L	D	U	E	P	M
D	D	S	T	E	R	U	A	I
D	D	S	T	R	E	V	A	I
E	P	I	L	E	S	A	C	H
E	P	I	L	E	S	A	C	H
D	R	E	S	E	N	C	L	A
D	R	E	S	E	N	C	L	A
D	R	E	S	E	N	C	L	A
U	S	A	I	T		N	I	M
U	S	A	I	T		N	I	M
O	B	A	M	S		C	R	E
G	L	A	S					
L	I	S						
A	S							
A	S							
T	I	R						
S	A	G	E	S				

EQUITATION

À Ouargla, l'équitation séduit une nouvelle génération et s'impose comme un sport d'avenir

Par **Abed MEGHIT**

Longtemps associée aux traditions ancestrales et au patrimoine culturel du Sud algérien, l'équitation connaît aujourd'hui un renouveau remarquable dans la wilaya d'Ouargla.

Ces dernières années, les sports équestres suscitent un engouement croissant auprès des jeunes, filles et garçons confondus, attirés autant par la dimension sportive que par les valeurs éducatives, psychologiques et socioculturelles que véhicule cette discipline millénaire.

Dans une région où le cheval a toujours occupé une place symbolique forte, l'équitation s'affirme désormais comme un véritable levier d'épanouissement individuel et de cohésion sociale.

Au cœur de cette dynamique, le club équestre amateur « Sidi El-Hadj Bouhafs », implanté au quartier Ifri à Ouargla, joue un rôle moteur.

Depuis sa création en 2021, cette structure n'a cessé d'attirer de nouveaux adhérents désireux de s'initier à l'équitation dans un cadre encadré, sécurisé et professionnel. À raison de deux séances hebdomadaires, les cavaliers en herbe bénéficient d'un apprentissage progressif alliant rigueur, plaisir et respect de l'animal, sous la supervision d'encadreurs qualifiés.

Selon le président du club, Hadj Abdallah Khemis, l'adhésion croissante des jeunes traduit une prise de conscience de l'importance du sport équestre dans le développement harmonieux de l'individu.

Le club compte aujourd'hui plus d'une cinquantaine de membres réguliers et s'est déjà illustré par plusieurs participations à des compétitions nationales, où ses cavaliers ont réalisé des résultats jugés encourageants.

Fort de cette expérience, le club nourrit de grandes ambitions : promouvoir davantage l'équitation à Ouargla, détecter de jeunes talents et contribuer à l'émergence d'une véritable école équestre locale capable de rayonner à l'échelle nationale.

Au-delà de l'aspect compétitif, l'équitation est perçue par les responsables du club comme une discipline complète, favorisant le développement des capacités physiques et psychologiques.

Les entraînements réguliers permettent aux jeunes cavaliers d'acquérir des qualités essentielles telles que la concentration, la patience, la discipline et la maîtrise de soi. L'approche pédagogique adoptée repose sur un subtil équilibre entre méthodes modernes d'entraînement et respect des pratiques traditionnelles, afin de préserver l'authenticité de ce sport tout en l'adaptant aux exigences contemporaines.

Les encadreurs s'attachent également à transmettre, à travers l'équitation, des valeurs morales et sociales fondamentales. Pour Mohamed Riyad Daddi, encadreur au sein du club, l'équitation va bien au-delà d'une simple activité sportive.

Elle constitue une véritable école de vie, où s'inculquent l'assiduité, l'engagement, le respect des règles et des autres, mais aussi la confiance en soi et la gestion des émotions.

Dans un environnement sain et sécurisé, les jeunes apprennent à interagir, à coopérer et à tisser des liens sociaux basés sur l'entraide et le respect mutuel. Les témoignages des jeunes cavaliers illustrent parfaitement cet impact positif.

Hocine Laâlem, âgé d'une quinzaine d'années, confie être profondément fasciné par l'équitation, un sport qu'il considère comme un héritage familial.

Son adhésion au club lui a permis de structurer sa passion, d'améliorer ses techniques et de nourrir l'ambition de progresser davantage à travers les entraînements et les compétitions.

De son côté, l'étudiante Soundous Belmohcène, 22 ans, évoque avec émotion la réalisation d'un rêve longtemps contrarié par l'absence de clubs spécialisés dans la région.

Depuis l'ouverture du club « Sidi El-Hadj Bouhafs », elle a pu enfin pratiquer son sport favori, développer ses capacités physiques et psychologiques et élargir son cercle social grâce aux relations nouées avec ses coéquipières.

L'engouement pour l'équitation se manifeste également par l'implication des familles. De nombreux parents accompagnent régulièrement leurs enfants aux séances d'entraînement, convaincus des bienfaits de ce sport qu'ils qualifient de « complet », à l'instar de la natation. Ils soulignent ses effets positifs sur le comportement, la discipline et le bien-être moral de leurs enfants, estimant que l'équitation contribue à former des personnalités équilibrées et responsables. Adhérents et parents s'accordent ainsi à considérer l'équitation non seulement comme un loisir, mais comme une véritable école de formation des générations futures.

HANDBALL - CAN2026 (FINALE) L'Egypte bat la Tunisie (37-24) et s'adjuge son 10e titre continental

La sélection égyptienne de handball (messieurs) s'est adjugée son 10e titre continental dont le 4e consécutif, en dominant son homologue de Tunisie par (37-24), mi-temps (17-10), en finale de la 27e édition du Championnat d'Afrique des nations 2026 disputée samedi à Kigali (Rwanda).

Le sept égyptien, mené par Mohamed Imad (6 buts), a rejoint au palmarès de l'épreuve, la Tunisie, avec 10 titres chacun, suivis par l'Algérie (7 titres) dont le dernier remonte à 2014 à Alger.

En match de classement, le Cap-Vert a pris la 3e place en battant l'Algérie (29-23), mi-temps (16-16).

En demi-finales, Egyptiens et Tunisiens s'étaient qualifiés pour la finale aux dépens respectivement du Cap-Vert

(32-26) et de l'Algérie (33-24). L'Egypte, la Tunisie, le Cap-Vert, l'Algérie et l'Angola ont décroché également leur qualification pour le Mondial-2027 prévu en Allemagne.

Résultats de la journée de Samedi :

Match de classement

(3e-4e places):

Cap-Vert - Algérie 29-23

Finale :

Egypte - Tunisie 37-24



L'Algérie s'incline face au Cap-Vert 29-23 et termine à la 4e place

La sélection algérienne de handball (messieurs) a terminé à la quatrième place au classement final du Championnat d'Afrique des nations (CAN-2026), après sa défaite face à son homologue du Cap Vert sur le score de 29 à 23 (mi-

temps : 16-16), en match de classement pour les 3e et 4e places disputé samedi à Kigali (Rwanda).

Pour rappel, le sept algérien, avait été éliminé jeudi en demi-finale par la Tunisie (24-33), alors que le Cap Vert a été sorti par

l'Egypte (32-26). La finale prévue ce samedi à partir de 15h00, mettra aux prises l'Egypte, triple tenante du titre, à la Tunisie, détentrice du record des titres continentaux (10).

La finale de l'édition 2024, est revenue à l'Egypte

victorieuse de l'Algérie (29-21).

Les Cinq premiers du CAN-2026, à savoir l'Egypte, la Tunisie, le Cap Vert, l'Algérie et l'Angola, prendront part au Mondial-2027 prévu en Allemagne.

HANDBALL - BUNDESLIGA ALLEMANDE

Le HC Erlangen prolonge le contrat du gardien algérien Ghedbane

Le HC Erlangen, club allemand de handball, évoluant en première division, a prolongé le contrat du gardien international algérien Khalifa Ghedbane, qui devait expirer à l'été 2026, sans donner plus de détails.

L'international algérien aux 115 sélections, vainqueur de la Ligue des champions EHF avec Varadar Skopje en 2019, avait rejoint Erlangen en provenance de l'Eurofarm Pelister, champion de Macédoine et participant à la Ligue des champions, à l'été 2024, marquant ainsi

ses débuts en Bundesliga allemande.

Ce gardien de 28 ans, du haut de ses deux mètres, aussi populaire auprès de ses coéquipiers que des supporters, s'était imposé ces derniers mois comme un pilier de l'équipe d'Erlangen, après une période d'adaptation prévisible. Il l'a encore démontré lors du match important contre le SC DHfK Leipzig, où ses douze arrêts ont été déterminants dans la victoire de l'équipe, a écrit la formation allemande sur son site officiel.

" Il ne faut pas oublier

l'importance de Ghedbane et Dario Quenstedt la saison dernière, lorsque tout était en jeu et que nous ne pouvions plus nous permettre la moindre défaite. Une bonne entente entre la défense et le gardien est toujours essentielle à la victoire.

Nous allons travailler d'arrache-pied sur ces deux aspects durant la seconde moitié de saison, et Ghedban, Dario et notre jeune talent Tin Herceg, nous apporteront alors beaucoup de joie ", a commenté l'entraîneur Johannes Sellin au sujet de la

prolongation de contrat de Ghedbane.

Ghedbane se trouve actuellement avec l'équipe nationale algérienne au Championnat d'Afrique des Nations 2026 au Rwanda. Le Sept algérien a terminé au pied du podium après sa défaite ce samedi face au Cap Vert (29-23) en match de classement (3e-4e places).

Le HC Erlangen occupe actuellement la 12e place au classement de la Bundesliga allemande avec 14 points à 22 longueurs du leader Magdebourg SC, à l'issue de la 19e journée.

MONDIAUX DE CYCLO-CROSS 2026 Lucinda Brand sacrée pour la deuxième fois chez les dames

La Néerlandaise Lucinda Brand est sacrée championne du monde de cyclo-cross en s'imposant devant sa compatriote Ceylin Alvaredo, samedi à Hulst aux Pays-Bas.

Puck Pieterse a complété le podium et le triomphe néerlandais à bonne distance des deux premières. Intouchable en Coupe du monde, victorieuse à dix-huit reprises cette saison, Brand (36 ans) a décroché son deuxième titre mondial après celui de 2021. En l'absence de la championne du monde sortante, Fem van Empel, la cou-

reuse de l'équipe Baloise a d'emblée pris la tête de course en imposant son propre tempo.

Malgré une chute dans le quatrième tour qui a permis à Alvaredo de recoller, Brand ne s'est pas affolée et a accéléré à l'entame du dernier tour pour sceller son succès.

Mathieu van der Poel sera le grand favori de la course messieurs programmée dimanche. Le Néerlandais y visera une huitième couronne mondiale, ce qui constituerait un record.

APS



LIGUE DES CHAMPIONS (4^E JOURNÉE) Le MCA et la JSK face à un tournant décisif

A l'occasion de la quatrième journée de la phase de groupes de la Ligue des champions d'Afrique de football, prévue ce week-end, les deux représentants algériens, la JS Kabylie (groupe B) et le MC Alger (groupe C), seront confrontés à des rendez-vous décisifs pour la suite de leur parcours continental, chacun avec des objectifs clairs : relancer ses chances de qualification pour les quarts de finale de la prestigieuse compétition des clubs.

La JS Kabylie s'apprête à effectuer un déplacement périlleux à Rabat pour affronter l'ASFAR. Les "Canaris", qui comptent deux points au compteur, au même titre que leur adversaire du jour, abordent ce rendez-vous avec un esprit conquérant.

Les coéquipiers du gardien Gaya Merbah sont appelés à créer l'exploit à l'extérieur afin de raviver leurs chances d'accession aux quarts de finale, eux qui restent sur un match nul frustrant concédé à Tizi-Ouzou face à la même équipe (0-0).

Pour cette rencontre, la JSK pourra compter sur le renfort de ses trois nouvelles recrues hivernales : le défenseur Chouaib Boulkaboul (ex-ES Mostaganem), l'attaquant angolais Jaredi Lopes Teixeira (ex-Petro Atlético de Luanda), et l'ailier gauche tchadien Célestin Ecua (ex-Ypung Africans/ Tan-

zanie), qualifiées pour prendre part à la compétition continentale.

L'entraîneur allemand Josef Zinnbauer disposera ainsi de l'ensemble de son effectif, avec pour mission de choisir le meilleur onze possible afin de revenir de son déplacement avec un résultat probant qui relancera le club dans la course à la qualification.

Dans l'autre affiche du groupe B, le leader Al-Ahly SC (7 points) se déplacera à Dar Es-Salaam pour défier Young Africans (2e, 4 points). Les Egyptiens viseront une victoire qui leur permettrait de valider officiellement leur billet pour le prochain tour de l'épreuve.

Dans le groupe C, le MC Alger jouera gros en accueillant les Congolais de Saint-Eloi Lupopo, dans leur autre d'Ali Ammar dit Ali La Pointe de Douera.

Dos au mur après un début



de campagne difficile, les Vert et Rouge n'ont récolté qu'un seul petit point en trois sorties et se trouvent dans l'obligation de s'imposer pour rester en vie dans la course aux quarts de finale.

Face à une formation de Lu-popo créditée de quatre points,

le double champion d'Algérie en titre n'a plus droit à l'erreur : seule une victoire lui permettra de se relancer, alors qu'un match nul ou une défaite serait synonyme d'élimination précoce.

Cette rencontre s'annonce sous haute pression pour le

MCA, qui devra composer avec plusieurs absences notables en défense. Le latéral Mohamed Réda Halaïmia est forfait pour cause de blessure, tandis que Ayoub Ghezala est suspendu. Le milieu offensif Larbi Tabti demeure, quant à lui, incertain.

Malgré ces contraintes, les partenaires du capitaine Ayoub Abdellaoui tenteront de s'appuyer sur le soutien de leur public pour renverser la tendance et préserver leurs espoirs continents.

Dans l'autre match du groupe C, les Soudanais d'Al-Hilal SC recevront à Kigali les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns dans un duel au sommet pour la première place. Les deux équipes partagent la tête du classement avec cinq points chacune, promettant une confrontation de haut niveau pour prendre une option sérieuse sur la qualification.

LIGUE 1 MOBILIS (TRANSFERTS)

Le MC Oran recrute l'international guinéen Sékou Damaro Bangoura jusqu'en 2029 (Club)

Le MC Oran, club évoluant en championnat de Ligue 1 "Mobilis" de football, s'est attaché les services du jeune attaquant international

U-20 guinéen, Sékou Damaro Bangoura pour un contrat qui cours jusqu'en 2029, en provenance du

club Hafra Football Club Conakry, de Ligue 1 guinéenne.

Au MC Oran, Bangoura retrouvera son compatriote Ousmane Coumbassa au sein de l'effectif du MC Oran.

Damaro Bangoura est la troisième recrue du MCO,

après le gardien de but international Mustapha Zeghba qui s'est engagé jusqu'en juin 2027, en provenance

du CR Belouizdad, le milieu de terrain Billel Benkhedim et l'attaquant malien Boubacar Traoré, avant la clôture de la pé-

riode des transferts d'hiver, fixée au samedi 31 janvier.

La formation oranaise, dirigée par l'Espagnol Juan Carlos Garrido, occupe la 5e place au tableau, en compagnie du CS Constantine, le MB Rouissat, la JS Kabylie, et l'Olympique Akbou, avec 23 points chacun.

LIGUE 1 MOBILIS - USM ALGER

Le contrat de l'attaquant Bousseiliou résilié à l'amiable (Club)

L'USM Alger, sociétaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé vendredi avoir procédé à une résiliation à l'amiable du contrat qui le liait à son désormais ex-attaquant, Khaled Bousseiliou, dont le rendement avait considérablement baissé au cours des deux dernières saisons.

Durant les deux dernières saisons, Bousseiliou avait perdu son statut de titulaire avec pratiquement l'ensemble des entraîneurs qui se sont succédés à la barre technique des Rouge et Noir au cours de ladite période.

La décision a été prise jeudi soir, lors d'une réunion avec le Directeur administratif du club et après laquelle les deux parties sont parvenues à un terrain d'entente pour se séparer à l'amiable.

A son arrivée à l'USMA, il y a trois ans et demi, Bousseiliou était titulaire indiscutable et avait étroitement contribué au gain de trois titres majeurs : une Coupe d'Algérie, une Coupe de la Confédération africaine et une Supercoupe d'Afrique.

Mais son rendement a commencé à baisser progressivement au cours des mois qui ont suivi, perdant peu à peu son statut de titulaire, jusqu'à ne plus entrer dans les choix techniques de ses entraîneurs.

La Direction du club a considéré qu'une séparation à l'amiable serait favorable aux deux parties : l'USMA récupérerait une précieuse licence, qui lui permettrait d'engager un autre joueur, alors que Bousseiliou pourra rejoindre un autre club, où il aura plus de temps de jeu. Un accord qui a fini par être acté jeudi soir.

APS

LIGUE 1 MOBILIS (OLYMPIQUE AKBOU)

Guerbi entraîneur par intérim jusqu'à la fin de la saison (club)

L'Olympique Akbou, sociétaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé ce vendredi la nomination du technicien Kamel Guerbi,

en tant qu'entraîneur par intérim, jusqu'à la fin de la saison 2025-2026, dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux.

"Une nomination qui s'inscrit dans une volonté de maintenir la dynamique du groupe et de préparer les

prochaines échéances dans les meilleures conditions", précise la même source.

L'arrivée de Kamel Guerbi intervient cinq jours après le limogeage de l'entraîneur Lotfi Amrouche, en raison d'une "régression dans les résultats techniques" au cours des dernières semaines.

Guerbi aura la mission de redresser la barre et stopper l'hémorragie,

puisque l'équipe reste sur une mauvaise série de cinq matchs sans victoire, toutes compétitions confondues.

Après 16 matchs joués en championnat, l'O.Akbou occupe la 5e place au tableau, en compagnie du MC Oran, du CS Constantine, de la JS Kabylie, et du MB Rouissat avec 23 points chacun.

LIGUE 1 MOBILIS - OLYMPIQUE AKBOU Le contrat du défenseur Kheireddine Benamrane résilié à l'amiable (Club)

L'Olympique Akbou, sociétaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé vendredi une résiliation à l'amiable du contrat qui le liait à son désormais ex-latéral droit, Kheireddine Benamrane, âgé de 31 ans.

Le natif de Sidi M'Hamed (Alger) était signataire d'un contrat qui court jusqu'au 30 juin 2026. Il totalisait 517 minutes de jeu, en 14 apparitions sous le maillot Bleu et Blanc, pour un but marqué. La Direction de l'O.A. a remercié le joueur pour tout ce qu'il apporté pendant son passage au club, en lui souhaitant bonne chance pour la suite de sa carrière. Un peu plus tôt dans

l'après-midi, le club de la Soummam avait annoncé la nomination du coach Kamel Guerbi comme nouvel entraîneur, par intérim, de l'équipe première. Il en assurera la charge jusqu'à la fin de la saison en cours, en remplacement de Lotfi Amrouche, limogé au début de la semaine écoulée, suite à une importante régression des résultats techniques au cours des cinq dernières journées. Après 16 matchs joués en championnat, l'Olympique Akbou occupe la 5e place au classement général, en compagnie du MC Oran, du CS Constantine, de la JS Kabylie, et du MB Rouissat avec 23 points pour chaque club.



COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (4^E JOURNÉE) L'USMA à une victoire des quarts de finale, le CRB en quête de confirmation

Les deux représentants algériens engagés en phase de groupes de la Coupe de la Confédération africaine de football, l'USM Alger (Gr. A) et le CR Belouizdad (Gr. C), seront en déplacement à l'occasion de la 4^e journée, prévue dimanche, avec des objectifs bien distincts.

Solide Leader de son groupe, l'USM Alger (9 points) se rendra à Bamako pour affronter le Djoliba AC, avec l'ambition de poursuivre son parcours sans faute. Les "Rouge et Noir", auteurs de trois succès en autant de matchs, abordent ce rendez-vous avec l'intention de s'imposer afin de valider officiellement leur ticket pour les quarts de finale de la compétition.

Ce déplacement intervient toutefois dans un contexte particulier pour le club algérois, qui a connu une semaine mouvementée marquée par le départ de son entraîneur Abdelhak Benchikha, dont le contrat a été résilié à l'amiable.

L'interim a été confié à Hadj Adlane, appelé à assurer la continuité et à préserver la dynamique positive de l'équipe dans cette compétition continentale.

En face, le Djoliba AC, lanterne rouge du groupe avec zéro point au compteur, a quasiment compromis ses chances de qualification. Le club malien espère néanmoins réaliser un sursaut d'orgueil devant son public et signer un premier résultat positif.

Dans l'autre rencontre de ce groupe, l'Olympique Saffi (2^e, 6 pts) recevra San Pedro FC (3^e, 3 pts), dans un match décisif pour les Ivoiriens, appelés à se racher après le revers concédé lors

de la précédente journée, face au même adversaire (2-1).

De son côté, le CR Belouizdad aura une mission plus délicate en croisant le fer avec les Sud-Africains de Stellenbosch de Cape Town. Battus lors de la précédente journée au stade Nelson-Mandela de Baraki (2-0), les Sud-Africains tenteront de prendre leur revanche à domicile et relancer leurs chances de qualification.

Le club de Laâquiba, dirigé par l'Allemand Sead Ramovic, est ainsi appelé à bien négocier ce déplacement et à éviter une défaite qui serait lourde de conséquences dans la course à la qualification, d'autant que les coéquipiers du capitaine Abde-



raouf Benguit enchaîneront ensuite avec un autre déplacement périlleux en Tanzanie face à Singida Black Stars.

Malgré la difficulté de la tâche, le Chabab dispose des moyens nécessaires pour revenir avec un résultat positif, voire le gain du match, à condition de

rester concentré et solide dans tous les compartiments du jeu.

Dans l'autre rencontre du groupe C, les Congolais d'Ototo d'Oyo (4^e, 3 pts), n'aura plus le droit à l'erreur à domicile face aux Tanzaniens de Singida Black Stars (3^e, 4 pts).

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (GR.C- 4E J) Le point après, Al Hilal SC (SDN) - Mamelodi Sundowns (2-1)

Le point sur le groupe C, après le match Al Hilal SC (SDN) - Mamelodi Sundowns (AFS) (2-1) comptant pour la quatrième journée de la phase de groupes de la Ligue des champions d'Afrique de football, disputé vendredi soir et se poursuivra dimanche.

Vendredi 30 janvier 2026 :

Al Hilal SC (SDN) - Mamelodi Sundowns (AFS) 2-1

Dimanche 1^{er} février 2026 :
MC Alger (ALG) - St-Eloi Lupopo (RDC) 20h00

Classement : Pts J Diff

- 1). Al Hilal SC 8 4 +2
- 2). Mamelodi Sundowns 5 4 +1
- 3). St-Eloi Lupopo 4 3 -1
- 4). MC Alger 1 3 -2

Déjà joués :

Al Hilal SC - MC Alger 2-1
Mamelodi Sundowns - St-Eloi Lupopo 3-1
MC Alger - Mamelodi Sundowns 0-0
St-Eloi Lupopo - Al Hilal SC 1-1
Mamelodi Sundowns - Al Hilal SC 2-2
St-Eloi Lupopo - MC Alger 1-0

Reste à jouer :

5^e journée (6, 7, 8 février 2026) :
MC Alger - Al Hilal
St-Eloi Lupopo - Mamelodi Sundowns

6^e et dernière journée (13, 14, 15 février 2026)

Mamelodi Sundowns - MC Alger
Al Hilal SC - St-Eloi Lupopo

NB : Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

APS



LIGUE 1 MOBILIS - CS CONSTANTINE Le contrat d'Achraf Boudrama résilié à l'amiable

Le CS Constantine, sociétaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé vendredi une résiliation à l'amiable du contrat qui le liait à son désormais ex-défenseur central, Achraf Boudrama (29 ans).

"La Direction du CS Constantine remercie Achraf Boudrama pour tout ce qu'il a apporté pendant son passage au club, en lui souhaitant bonne chance pour la suite de sa carrière" a publié le vieux club de l'Est dans un bref communiqué, diffusé sur ses réseaux sociaux.

Une séparation qui s'explique par l'arrivée d'un nouveau libéro, en la personne d'Ahmed Aït-Abdesslem (28 ans), en provenance du club qatari d'Al-Muaitheer SC, et au sein duquel il avait fait 10 apparitions l'an dernier.

Les Sanafir font partie des clubs les plus actifs pendant ce mercato d'hiver, car ayant engagé d'autres joueurs de valeur, notamment : Aziz Lahmeri, en provenance de JS Kabylie, et Ghilas Guenaoui, arrivé en prêt de l'USM Alger.

Le CSC pourrait engager d'autres joueurs d'ici la clôture de la période des transferts d'hiver, fixée au samedi 31 janvier. Qualifié pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie, à domicile aux dépens de l'ES Sétif (2-1, après prolongations), le CSC rencontrera le 3 mars la JSM Béjaia (inter-régions) à 22h00.

En Championnat, le CSC occupe la 5^e place au classement général de la Ligue 1 Mobilis, en compagnie du



MC Oran, de la JS Kabylie, du MB Rouissat, et de l'Olympique Akbou, avec 23 points pour chaque club.

CHAMPIONNAT RD CONGO Slimane Raho nouvel entraîneur du TP Mazembe

Le TP Mazembe a officialisé vendredi la nomination de l'Algérien Slimane Raho (51 ans) au poste d'entraîneur principal de l'équipe première, en remplacement du Sénégalais Lamine Mamadou Ndiaye, remercié, a indiqué le club des "Corbeaux" dans un communiqué.

Le technicien algérien s'est engagé avec le club de Kamalondo jusqu'à la fin de la saison en cours. Bien connu de la grande famille des Corbeaux, Slimane Raho effectue ainsi son retour au TPM pour une deuxième expérience. Il avait déjà effectué un premier passage lors de la saison 2021-2022 en qualité d'entraîneur-adjoint.

Choisi par la direction mazembienne pour insuffler une nouvelle dynamique, Raho arrive avec l'ambition de renforcer le projet de jeu et les performances sportives du club.

Dans son communiqué, le TP Mazembe salue un entraîneur unanimement reconnu pour ses qualités humaines et techniques, ainsi que pour sa capacité à faire émerger les meilleurs potentiels.

Le TP Mazembe occupe la deuxième place du championnat congolais, derrière St-Eloi Lupopo.

CAN-2026 FÉMININE La sélection algérienne clôture son stage de préparation à Blida

La sélection algérienne féminine de football a clôturé, jeudi à Blida, son stage de préparation, réservé aux joueuses évoluant dans le championnat national, en prévision de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

Après l'annulation du match d'application de la sélection face à l'équipe féminine du CR Belouizdad, en raison de conditions météorologiques défavorables, le sélectionneur national, Farid Benstiti a maintenu le travail en optant pour une séance d'analyse vidéo, organisée au lieu d'hébergement de la sélection à

Blida. Au terme de ce regroupement, les joueuses ont quitté, ce jeudi matin, leur lieu de stage afin de regagner leurs clubs respectifs.

Cette phase de préparation a permis au staff technique d'évaluer le niveau général des joueuses et d'analyser leurs performances sur les plans technique, tactique et physique.

Il est rappelé que dans le cadre de cette préparation, les "Vertes" avaient disputé, lundi soir, un match d'application au stade Mustapha-Tchaker, au cours duquel elles s'étaient imposées face à l'AS Alger Centre (1-0). Le sélectionneur national avait convoqué 27 éléments (23 joueuses

de champ et 4 gardiennes de but, "dans le but de leur offrir l'opportunité de démontrer leurs capacités techniques et physiques, en vue d'une éventuelle intégration au sein de la sélection nationale A lors des prochains rendez-vous", avait souligné la FAF.

La sélection algérienne prendra part pour la 7^e fois de son histoire à la phase finale de la CAN, et la deuxième fois de rang, après celle de 2024, qui a vu les joueuses du coach national, Farid Benstiti, réaliser une performance historique, en atteignant les quarts de finale, avant de s'incliner devant le Ghana (0-0, aux t.a.b. 2-4).

BARCELONE FERMIN PROLONGE JUSQU'EN 2031

Courtsisé l'été dernier, Fermin Lopez (22 ans, 26 matchs et 10 buts toutes compétitions cette saison) a fait le choix de rester au FC Barcelone, où il se voit rester encore de nombreuses années. Le milieu offensif a d'ailleurs prolongé ce vendredi son contrat qui le lie au club catalan jusqu'en 2031.

AL-ITTIHAD

BENZEMA DE RETOUR EN FRANCE ?

En fin de contrat en juin prochain, Karim Benzema (38 ans) ne devrait pas prolonger à Al-Ittihad. L'attaquant français a été vexé par l'offre de ses dirigeants qui incluait seulement ses droits à l'image sans le moindre salaire. Remonté, l'ancien joueur du Real Madrid a refusé de disputer le match contre Al-Fateh (2-2) jeudi.

Le Ballon d'Or 2022 estime que ses dirigeants veulent le pousser vers la sortie, affirme le journaliste Sacha Tavorieri, qui précise que Benzema ne veut plus rejouer pour Al-Ittihad. L'avant-centre formé à Lyon se projette donc sur la suite de sa carrière et d'après notre confrère, l'idée de revenir en France et de regagner sa place chez les Bleus avant la Coupe du monde 2026 fait son chemin.

TOTTENHAM UN INTÉRÊT POUR STERLING, MAIS...

Mis au placard sur la première partie de saison, l'ailier Raheem Sterling (31 ans) a trouvé un accord avec Chelsea pour une résiliation à l'amiable de son contrat. Désormais libre, l'Anglais se trouve dans le viseur de Tottenham, d'après les informations du Daily Mail ce vendredi. Mais sans surprise, le profil de l'ex-talent de Liverpool suscite de nombreux intérêts sur le marché. Ainsi, les Spurs sont confrontés à une forte concurrence : sept autres formations, dont les noms n'ont pas fuité, ont également contacté l'entourage du joueur. Pour tenter de relancer sa carrière, Sterling va devoir faire le bon choix.

MILAN LE JEUNE Cissé ARRIVE POUR 9,5 M€

Longtemps proche de rejoindre le PSV Eindhoven sur ce mercato d'hiver, le milieu offensif Alphaadjio Cissé (19 ans) va finalement quitter l'Hellas Vérone pour l'AC Milan. D'après le journaliste Fabrizio Romano ce samedi, les Rossoneri ont trouvé un accord total pour l'arrivée du jeune talent contre un chèque estimé à 9,5 millions d'euros (bonus compris). Dans l'immédiat, l'Italien va terminer la saison en prêt du côté de Catanzaro en Serie B.

ATALANTA LOOKMAN, ÉCHEC DE FENERBAHÇE ?

Comme nous vous l'indiquions vendredi, l'Atalanta Bergame et Fenerbahçe s'étaient entendus concernant un transfert de l'attaquant Ademola Lookman (28 ans, 12 matchs et 2 buts en Serie A cette saison) sur la base d'une opération à 40 millions d'euros (bonus compris). Cependant, pour valider ce deal, la Dea réclamait des modalités de paiement différentes et des garanties bancaires de la part du club turc.

Et selon le journaliste de Sky Italia Gianluca Di Marzio ce samedi, les discussions sont désormais au point mort entre les deux formations sur le dossier de l'international nigérian ! En effet, Fenerbahçe semble dans l'incapacité de satisfaire les demandes de l'Atalanta et un accord paraît désormais très peu probable. Sauf si l'Atletico Madrid passe à l'offensive, Lookman devrait finir cette saison à Bergame.

LIVERPOOL

JONES VERS UN PRÊT À L'INTER

Dans la dernière ligne droite de ce mercato d'hiver, l'Inter Milan se trouve en action pour récupérer le milieu de terrain de Liverpool Curtis Jones (25 ans, 20 matchs en Premier League cette saison). Selon le journaliste de Sky Italia Gianluca Di Marzio, les deux équipes ont trouvé un accord pour un prêt, avec une option d'achat fixée à 40 millions d'euros, de l'international anglais.

De son côté, le joueur des Reds a également validé l'idée d'un mouvement chez les Nerazzurri. Cependant, ce dossier reste conditionné à un éventuel départ de Davide Frattesi (26 ans, 11 apparitions en Serie A cette saison). L'Inter s'est entendu avec Nottingham Forest concernant un prêt, avec option d'achat, de l'Italien, mais ce dernier n'a pas encore approuvé ce deal.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Benzine Lamine

Gérant
Fayçal Laouar

Directeur de rédaction et publication
Dif Abdelhamid

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 »

FAX : 028.05.31.61 EMAIL : contact@dknews.dz - SITE : http://www.dknews.dz

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 FAX : 028.05.31.61 / E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.ora@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

SÉGOLÈNE ROYAL À ALGER

Une médiation assumée pour sortir la relation algéro-française de l'impasse

En achevant une visite de cinq jours en Algérie, Ségolène Royal a voulu envoyer un message clair, à la fois politique et symbolique : l'Algérie a profondément changé et la France ne peut plus ignorer cette réalité.



Par Abed Meghit

En conférence de presse organisée jeudi à l'hôtel El Aurassi, à l'initiative de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, l'ancienne candidate à l'élection présidentielle française de 2007 s'est exprimée sans détour sur la crise diplomatique persistante entre Alger et Paris, affirmant espérer pouvoir « aider le président Emmanuel Macron à agir » afin de remettre les relations bilatérales sur les rails du dialogue et de l'apaisement.

Cette visite, très suivie par l'opinion publique algérienne et française, a pris rapidement une dimension politique majeure.

Elle intervient dans un contexte de tensions aiguës entre les deux pays depuis le 30 juillet 2024, date à laquelle le président français a officiellement apporté son soutien au plan marocain d'autonomie pour le Sahara occidental, provoquant une profonde crispation avec Alger.

Dans ce climat de défiance, la présence à Alger de Ségolène Royal, aujourd'hui présidente de l'Association France-Algérie, a été perçue comme une tentative de médiation officielle, voire comme une initiative de réconciliation à contre-courant des discours dominants en France.

Durant son séjour, Mme Royal s'est entretenue avec de nombreux responsables algériens, au premier rang desquels le président de la République Abdelmadjid Tebboune, mais aussi avec des acteurs économiques influents, dont le président du Conseil du renouveau économique algérien, Kamel Moula.

À travers ces rencontres, elle a dit avoir constaté une évolution significative de l'Algérie, tant sur le plan politique qu'économique et sociétal.

À ses yeux, l'arrivée d'Abdelmadjid Tebboune à la tête de l'État a marqué un tournant qu'il appartient désormais à la France de reconnaître et d'intégrer comme une nouvelle donnée stratégique dans ses relations avec Alger.

Ségolène Royal n'a pas caché son intention de rentrer à Paris avec l'ambition de plaider la cause algérienne auprès du président Macron, notamment sur le dossier sensible de la mémoire.

Elle a rappelé que la reconnaissance des crimes du colonialisme et le règlement des contentieux mémoriels constituent un préalable incontournable à toute normalisation durable des relations entre les deux pays.

Pour elle, sans un geste fort et sincère de la France sur cette question, il sera difficile, voire impossible, de dépasser la crise actuelle et d'envisager une relance crédible du partenariat algéro-français.

Interrogée sur la capacité du président français, considéré par beaucoup

comme à l'origine de la crise, à en devenir aujourd'hui la solution, Mme Royal s'est voulue prudente mais résolument optimiste.

Elle a exprimé sa conviction qu'un dialogue politique reste possible, à condition que l'Élysée accepte d'accomplir un premier geste d'apaisement.

Fidèle à son positionnement, elle s'est présentée non comme une actrice partisane, mais comme une messagère, convaincue que l'histoire continue de s'écrire et que les blocages actuels ne sont pas irréversibles.

Avec une franchise assumée, l'ancienne ministre a rappelé que si elle avait été élue présidente de la République en 2007, la réconciliation avec l'Algérie serait depuis longtemps une réalité.

Elle a souligné que son projet présidentiel prévoyait la restitution à l'ensemble du continent africain des biens et richesses confisqués durant la période coloniale.

Selon elle, cette démarche aurait permis d'éviter la dégradation des relations de la France avec l'Afrique en général et avec l'Algérie en particulier.

Sans amertume, elle a affirmé que l'histoire poursuit son cours et que les efforts de réconciliation, même tardifs, restent nécessaires et porteurs d'espoir.

La conférence de presse a également été marquée par une annonce à forte portée symbolique : Ségolène Royal a révélé avoir obtenu l'autorisation du ministre algérien de la Justice, Lotfi Boudjemaâ, de rendre visite au journaliste français Christophe Gleizes, détenu en Algérie.

Elle a insisté sur le caractère discret de cette démarche, expliquant qu'elle ne souhaitait exercer aucune pression sur les autorités algériennes.

Elle a salué l'attitude respectueuse et responsable de la famille du journaliste et de son avocat, estimant que cette posture avait largement contribué à la décision positive des autorités algériennes.

Abordant les critiques virulentes formulées à son encontre par une partie de la presse française et par les milieux de l'extrême droite, Mme Royal a déclaré ne pas s'en émouvoir.

Elle a dénoncé des attaques qu'elle juge motivées par la peur de la vérité et par le refus de toute reconnaissance du passé colonial.

Selon elle, la violence des réactions traduit précisément la difficulté du processus de réconciliation, mais aussi la nécessité de le mener à son terme.

Elle a affirmé que cette hostilité ne faisait que renforcer sa détermination à poursuivre son engagement, convaincue que la reconnaissance historique constitue un acte libérateur, aussi bien pour la France que pour l'Algérie.

Sur la question des dossiers mémoriels, Ségolène Royal a plaidé pour des

gestes concrets et rapides.

Elle a cité la restitution des biens culturels, des archives, du canon d'Alger et des dépouilles conservées au musée de l'Homme, ainsi que l'ouverture complète des dossiers relatifs aux essais nucléaires français dans le Sahara.

Elle a souligné que, paradoxalement, les polémiques et les attaques ont contribué à accélérer certains processus en France.

Elle a notamment évoqué le vote récent, par le Sénat français, d'une loi sur la restitution des biens culturels, ainsi que l'adoption d'un amendement parlementaire imposant au gouvernement français un délai de six mois pour communiquer l'ensemble des informations sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires.

Pour Mme Royal, ces avancées, bien que partielles, témoignent d'un mouvement irréversible vers plus de transparence et de reconnaissance.

Elle a estimé que l'ouverture de ces dossiers est essentielle, non seulement pour la mémoire, mais aussi pour répondre à des enjeux actuels de santé publique, encore sensibles dans les régions touchées par les essais nucléaires.

Évoquant l'avenir des relations algéro-françaises, Ségolène Royal a insisté sur le rôle central de la jeunesse.

Elle a expliqué avoir perçu, lors de ses rencontres avec les responsables algériens, une forte mobilisation autour des perspectives offertes aux jeunes générations.

Elle a affirmé partager cette préoccupation et annoncé son intention d'écrire un ouvrage consacré à la responsabilité politique envers la jeunesse, soulignant que chaque décision devrait être évaluée à l'aune de son impact sur les générations futures.

Selon elle, les jeunes des deux rives de la Méditerranée aspirent avant tout à la stabilité et à l'apaisement.

Confrontés à un monde marqué par les crises, les conflits, la pandémie et la pression constante des réseaux sociaux, ils ont besoin de relations internationales sereines et apaisées.

La normalisation des relations entre l'Algérie et la France serait, à ses yeux, un signal fort et rassurant pour ces jeunes, qui portent les espoirs d'un avenir commun débarrassé des rancœurs du passé.

Enfin, la présidente de l'Association France-Algérie est revenue sur le travail de la commission mixte d'historiens algériens et français, aujourd'hui à l'arrêt.

Elle a estimé que les travaux de cette commission sont largement aboutis et qu'ils ont été freinés par la crainte, côté français, des conséquences politiques de leur publication.

Elle s'est engagée à s'investir personnellement pour contribuer à l'achèvement et à la valorisation de ce travail, affirmant qu'il ne s'agit pas de raviver les tensions, mais de permettre une reconnaissance lucide et apaisée de l'histoire.

À travers cette visite et ses prises de position, Ségolène Royal a voulu se poser en passeuse de mémoire et en médiatrice politique, convaincue que la réconciliation entre l'Algérie et la France n'est ni impossible ni utopique.

Elle repose, selon elle, sur un choix clair : celui du courage politique, de la reconnaissance historique et du respect mutuel.

Un choix que Paris est désormais appelé à assumer s'il souhaite ouvrir un nouveau chapitre crédible dans ses relations avec Alger.

ÉDITORIAL DKNEWS DU JOUR

L'Algérie à l'épreuve d'un nouveau cycle climatique mondial

Les bouleversements climatiques, longtemps perçus comme des phénomènes lointains ou réservés à certaines régions du globe, s'imposent désormais comme une réalité tangible touchant de plein fouet des territoires jusqu'alors relativement épargnés.

Pluies diluviennes, sécheresses prolongées, vents d'une violence inédite et variations brutales des températures dessinent les contours d'un monde en mutation rapide, où les certitudes climatiques d'hier ne sont plus que de fragiles souvenirs. L'Algérie, à l'instar de nombreux pays, entre progressivement dans ce nouveau cycle climatique aux conséquences multiples et profondes.

En ce début d'année 2026, les signes d'un changement structurel sont difficilement contestables.

Des chutes de neige observées dans des régions sahariennes, des vents dépassant localement les 100 km/h, des perturbations atmosphériques d'une intensité rare : autant d'événements qui témoignent d'un dérèglement climatique désormais perceptible à l'échelle nationale.

Depuis plusieurs jours, les services météorologiques multiplient les alertes, tandis que les Bulletins météorologiques spéciaux sont diffusés en continu, soulignant la gravité de la situation et la nécessité d'une vigilance accrue.

Face à ces conditions exceptionnelles, les autorités publiques ont opté pour une réponse rapide et préventive.

La limitation des déplacements, la fermeture des établissements scolaires dans plusieurs wilayas pour une durée de 48 heures et la diffusion de consignes de sécurité traduisent une prise de conscience claire de l'ampleur du phénomène.

Cette réactivité institutionnelle marque une étape importante dans la gestion des risques climatiques, révélant une volonté d'anticipation face à des événements appelés à se répéter.

Cette réalité algérienne s'inscrit dans un contexte mondial préoccupant.

Dans son dernier rapport, l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam, en Allemagne, a identifié les phénomènes météorologiques extrêmes comme le principal risque global pour les vingt-cinq prochaines années.

Une analyse corroborée par le Climate Risk Index 2026 publié par l'organisation Germanwatch, qui prévoit une intensification des vagues de chaleur, des inondations et des tempêtes, avec des impacts humains et économiques considérables, exacerbés par des phénomènes climatiques tels qu'El Niño.

Les experts s'accordent à souligner que ces risques ne connaissent ni frontières ni niveaux de développement.

Les pays du Sud, en particulier, se retrouvent en première ligne, confrontés à des défis structurels liés à la sécurité alimentaire, au stress hydrique et à la résilience des infrastructures.

En novembre dernier, devant les dirigeants du G20 réunis à Johannesburg, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a alerté sur le « prix mortel » que l'Afrique pourrait payer face au changement climatique.

Hausse des températures, perturbations des régimes de précipitations et multiplication des événements extrêmes redessinent progressivement les modes de vie sur le continent.

Pour l'Algérie, cette nouvelle ère climatique impose une réflexion stratégique à long terme.

La gestion durable des ressources hydriques, la protection de la sécurité alimentaire et l'adaptation des politiques publiques deviennent des priorités incontournables.

Plus qu'un épisode passager, les événements récents annoncent l'avènement d'un cycle climatique auquel il faudra non seulement s'habituer, mais surtout se préparer avec lucidité et responsabilité.

Abed M.